



L'ACTION FRANÇAISE

2
0
0
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2748 | 62^e année | Du 15 mai au 4 juin 2008 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

UNE MÉMOIRE SÉLECTIVE

Grande chose, vraiment, que la démocratie, puisque par la conjonction de la société de spectacle et de la surenchère électorale, on est toujours sûr que le niveau général d'intelligence politique ne pourra que s'approcher indéfiniment de l'infini.

Avec Chirac, qui entretient, ne serait-ce que par nécessité personnelle, un plafond intellectuel d'un niveau particulièrement bas, on a pu croire avoir atteint un de ces seuils magiques appelant les peuples à la pause. Mais l'ineptie de son successeur nous ramène à l'hypothèse du mouvement uniformément accéléré. De la morale à la commémoration, perverse et abrutissante navette, on se croirait dans une des pires sectes charismatiques, instrumentalisant la vérité au service de ses propres fantasmes;

Après l'indécrottable projet de cette espèce de parrainage d'un enfant juif disparu dans les camps allemands de la dernière guerre, par un écolier français d'aujourd'hui, voici maintenant l'obligation de l'étude spécifique (mais non critique) de l'histoire de l'esclavage. Sur cette pente, le digne émule de Chirac peut aller beaucoup plus loin. Tant qu'à tout faire pour que, dans la honte entretenue d'eux-mêmes, les Français ne soient plus capables d'aucune initiative, d'aucun dévouement, d'aucun héroïsme, pour que tout, toujours, tourne à leur confusion et à la glorification de l'autre, ce ne seraient certainement pas les pistes qui manquent ; je songe par exemple au ravage du Palatinat par les troupes de Louis XIV. Horrible, n'est-ce pas ! Et le massacre des Lucs-sur-Boul... Ah ! Non ! Là je me trompe. C'est le contraire. Ces balles qui frappent, ces baïonnettes qui éventrent et ces bottes qui écrasent les têtes sont les balles, les baïonnettes, les bottes de la marche de la France vers les lendemains chantants que nous connaissons aujourd'hui.

DIOGÈNE

MAI 58

MAI 68



Pages
3, 8, 9
et 10

D'un abandon à l'autre...

Raisons d'A.F.

■ Ce 11 mai 2008, pour la quatre-vingt-dix-neuvième fois de son histoire, et l'on sait de quelles difficultés elle a payé cet acte symbolique, l'Action française s'est jointe au cortège officiel de la célébration nationale de Jeanne d'Arc. Sous le plus magnifique soleil, nous avons déposé nos gerbes de fleurs au pied de la statue de la sainte héroïne, parmi celles des autorités de la république, dont la gerbe – plutôt surréaliste – voisine de la nôtre, du préfet de police de Paris.

Que cette célébration doive être l'occasion d'un ressourcement de notre réflexion politique, qui peut en douter ? Qui peut en douter, alors que, prisonnière de l'indifférence, entourée d'en-

nemis et doutant d'elle-même, autant que notre petit "roi de Bourges" en 1429, la souveraineté de la France de 2008 ne semble avoir d'autre espoir que l'intervention salvatrice de quelque nouvelle Jeanne pour se rétablir et remettre enfin l'ordre dans la Cité en chaos.

Mais quelles sont, en 2008, les conditions de cette intervention ? D'abord, que le chaos n'apparaisse pas comme étant l'ordre. Nos Français du XV^e siècle ne se trompaient pas sur ce point et, quelles qu'aient été leurs options politiques, avaient du moins le bon sens de reconnaître que l'état de la France ne pouvait pas se prolonger tel qu'ils le vivaient alors. Ensuite, convient-il d'accepter, également

comme le firent nos ancêtres, que, du fait de ce chaos reconnu comme tel et non choyé par l'orgueil ou par l'aveuglement démocratiques, une action politique soit nécessaire. Nous disons bien action politique, à l'exemple de celle de Jeanne dont les événements surnaturels, de même que les épisodes purement militaires de sa mission, ne trouvent leur véritable portée, leur véritable logique que dans la perspective politique où elle s'est elle-même placée : indépendance et souveraineté de la France, sous le palladium de la légitimité royale.

Deux siècles de démocratie républicaine n'ont fait que confirmer ces voies du salut de la France.

■ ÉTRANGER

Gianni Alemanno et Boris Johnson remportent un succès électoral dans deux capitales européennes :

De Rome à Londres, la droite revient...

PAGE 4

■ SOCIAL

La République vacille à cause de son impossibilité structurelle à résoudre la question sociale :

Les retraites en danger

PAGE 7

■ L'AF EN MOUVEMENT

Participez au Camp Maxime Real del Sarte, l'université d'été royaliste :

La vie de château pour les jeunes d'AF !

PAGE 15



PATRICK GOFMAN – Plus de Beketch, plus de radio, plus de journal... À part ça, tout baigne dans l'huile ? Bouillante ?

JEAN-PAUL CHAYRIGUES DE OLMETTA – Mon seul regret, c'est l'absence de Serge de Beketch. De toute façon, pour moi, radio, écriture, et cætera, sans Serge, ça m'est pratiquement impossible...

P.G. – Mais vous faites déborder les librairies !

J.-P. Ch. O. – Tout ce que je publie en ce moment a été pensé alors que Serge de Beketch était encore en vie. Ce disant, je ne me retranche pas derrière lui pour faire face aux critiques. Suivant son enseignement et son exemple, je n'ai pas envie de donner au lecteur forcément ce qu'il souhaite. Une tentative de pédagogie étant préférable à un esprit de lucre.

P.G. – “Qui se sent morveux, qu'il se mouche.” Autre chose : on me pose peu de questions sur votre divinité, mais beaucoup sur votre marquisat. Vous êtes un descendant ? Ou bien un ancêtre ?

J.-P. Ch. O. – Je vais vous dire la vérité parce que je vous aime bien. C'est aussi la réponse qui me permet de dîner en paix dans le monde : tout est faux ! Mon titre, ma chevalière, mes décorations – oui, c'est le canapé de commandeur du Mérite agricole que vous admirez à ma boutonnière – tout est faux... Quelques personnes ne vont plus savoir de quoi parler.

P.G. – Blague dans le coin.

J.-P. Ch. O. – Eh bien, quant à mon marquisat, comme vous dites, j'aurais pu commencer une carrière d'ancêtre si cette distinction avait été héréditaire...

P.G. – Distinction ?

JEAN-PAUL CHAYRIGUES DE OLMETTA

Divin Marquis en deuil au Wepler

■ **Piliers des livres journaux – radiophonique et imprimé – du regretté Serge de Beketch, Patrick Gofman et Jean-Paul Chayrigues de**

Olmetta s'attablent dans une grande brasserie parisienne et remuent le passé et l'avenir pour L'Action Française. Deux veufs joyeux ?

J.-P. Ch. O. – C'est une distinction espagnole, royale, qui n'a pu que conforter mon amour inné de la monarchie. Réfugié en Espagne après avoir servi la France avec

forcée de croire ce qui est écrit. J'ajoute que si les fruits confits du cake restent collés au fond du moule, elle est en droit de douter de tous les livres de cuisine.

P.G. – Éclairez un peu cette puissante métaphore, s'il vous plaît.

J.-P. Ch. O. – Sur la couverture du livre *Parlons... franc-maçonnerie*, on aurait pu imprimer “choses vues”. Il n'aura échappé à personne qu'il n'y a pas non plus la mention “roman”. Mon intention est de livrer ce que je sais. On me croit, ou pas. Curieusement, les *a priori* sont encore plus tenaces sur la franc-maçonnerie que sur d'autres sujets...

P.G. – Notre entretien a lieu au Wepler, la belle brasserie de la place de Clichy, aux confins de votre fief montmartrois. La République de Montmartre a-t-elle besoin d'un marquis ?

J.-P. Ch. O. – Non, elle l'a déjà. Belle brasserie, le Wepler ? Disons typique. La seule république qui me soit supportable et que j'aime, c'est celle de Montmartre. Pour mille raisons. Entre autres, on y prend Paris de haut. Nous avons un maire (du XVIII^e) rougeaud...

P.G. – Vous voulez dire socialaud...

J.-P. Ch. O. – ... Et surtout au teint de brique dès potron-minet. Nous avons l'Homme en Bleu, Michou (célèbre cabaretier de la Butte, NDLR). Votre serviteur, un tantinet blanc d'Espagne. Bleu, blanc, rouge : vive la France ! J'aime aussi Montmartre parce que j'y suis né. On y voit le Sacré-Cœur, construit à la suite d'un vœu na-



Patrick Gofman

tional. Il y a encore, à l'ombre de la grande basilique, la petite statue du chevalier de La Barre, qui n'est pas ma tasse de thé, mais qui fit en son temps preuve de courage, ou d'inconscience. Nos p'tits Poulbots sont de plus en plus bronzés. Mais ils ont incontestablement la fibre tricolore. Et nous les aimons. L'une de mes plus grandes

joies, c'est d'avoir été intronisé dans la commanderie du Clos Montmartre, qui veille jalousement sur notre vigne.

Samedi 26 avril dernier, on inaugurerait chez nous la place Jean-Marais. Ce devait être la place Saint-Denis, mais la majorité laïcarde du XVIII^e s'est mise en travers. Après avoir indiqué, sur sa demande, le Sacré-Cœur à un chauffeur de taxi parisien, je retrouve Michou peu avant la cérémonie. Nous patientons à une terrasse. Une dame demande à photographier mon camarade, puis veut savoir pourquoi il est toujours tout en bleu.

– Parce que mon premier amour fut un Touareg !

P.G. – Parlons encore d'amour : un sondage BVA indique que 20 % des Français désireraient un roi. Pas vous ?

J.-P. Ch. O. – Seulement 20 % ? Je pense raisonnablement qu'une monarchie peut revivifier notre malheureux pays...

P.G. – Bourbon ou Orléans ?

J.-P. Ch. O. – Je suis pour la restauration rapide, et je veux mon Bourbon cul sec ! Je rêve de remettre en place le système. Le moment venu, il sera toujours temps de mettre des noms dans les cases de l'organigramme, avec l'aide de la Providence.

P.G. – On se revoit quand ?
J.-P. Ch. O. – Bientôt, peut-être, dans ces colonnes, Dieu voulant.

Leurs derniers livres :

* *Gofman* : Hillary démasquée (Pardès éd.), en librairie ou 12 euros franco à l'AF.

* *Olmetta* : Parlons... franc-maçonnerie, en librairie ou 10 euros fco à Via Romana, 5, rue du maréchal Joffre, 78000 Versailles.

"Tout parti est totalitaire en germe et en aspiration"

C'est dans un essai paru chez Gallimard en 1957 et considéré comme l'un des textes les plus pénétrants de l'œuvre de la philosophe Simone Weil, que se manifestent à nouveau les limites de notre démocratie.

Alain, son maître en philosophie aurait souhaité que cette note fût largement diffusée, au moment où l'influence mortifère du parti de Moscou sur la vie publique française se faisait sentir : « **Le mobile de la pensée n'est plus le désir inconditionné, non défini, de la vérité, mais le désir de conformité avec un enseignement établi d'avance.** » Cette réflexion dépasse bien entendu le cadre du parti communiste, et Simone Weil montre à quel point la suppression des partis serait, en France, une œuvre de salubrité publique.

On pourrait tirer de cette note un catéchisme politique : Quel est la fin d'un parti ? Sa propre croissance. Que produit un parti ? De la passion collective. Qu'empêchent les passions ? La hauteur du jugement.

Que devient donc un individu épris de vérité et de justice, soucieux de ses concitoyens, s'il rentre dans un parti ? Un menteur, ou un schizophrène, tiraillé entre les promesses, la ligne du parti, et sa conscience, s'il lui en reste encore une.

La vérité, la justice et l'utilité publique, posées en critères du bien politique s'opposent au

maintien des partis : « **On avoue que l'esprit de parti rend aveugle... On l'avoue, mais on ne pense pas à supprimer les organismes qui fabriquent un tel esprit.** »

L'esprit de parti a pris le pas sur la quête de la décision juste, et, s'étendant à l'ensemble de la pensée, il encourage docilement au confort : « **comme monarchiste, comme socialiste je pense que...** » l'opinion compte les points, et accorde ses suffrages une fois les effets de manches terminés : la rhétorique prime sur la vérité. « **C'est là une lèpre qui a pris son origine**

dans les milieux politiques, et s'est étendue, à travers tout le pays, à la presque totalité de la pensée. Il est douteux de remédier à cette lèpre sans commencer par la suppression des partis politiques. »

Dans cet essai réédité en 2006 chez Climats, près de sept décennies après la mort de celle qui fut l'amie de Gustave Thibon, on trouve un aveu savoureux d'Alain : « **cette confusion de tous les partis dans une monotonie mêlée, dans un tumulte non dirigé ni dirigeable, est incontestablement le visage de la vraie république !** ».

F.-X.

* *Simone Weil (1909-1943)* : Note sur la suppression générale des partis politiques. Gallimard, 96 p., 12 euros.

L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63

www.actionfrancaise.net

redaction@actionfrancaise.net

secretariat@actionfrancaise.net

abonnements@actionfrancaise.net

ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)

Directeur de la publication : M.G. Pujo

Directeur de la rédaction :

Philippe Champion

Rédacteur en chef : Michel Fromentoux

Politique : Pierre Lafarge (chef de rubrique), Georges Ferrière.

Étranger :

Pascal Nari, Sébastien de Kererro.

Économie : Henri Letigre.

Enseignement, famille, société :

Michel Fromentoux (chef de rubrique), Aristide Leucate, Guillaume Chatizel.

Médecine : Jean-Pierre Dickès.

Livres : Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico, François Roberday.

Culture : Renaud Dourges,

Monique Beaumont, Alain Waelkens.

Combat des idées :

Pierre Carvin

Histoire : Francis Venant (chef de

rubrique), Yves Lenormand, René Pillorget.

Art de vivre : Pierre Chaumeil.

Chroniques :

Jean-Baptiste Morvan, François Leger.

Médias : Denis About, Arnaud Naudin.

Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost.

Abonnements, publicité, promotion :

Monique Lainé

Les illusions perdues du 13 mai 1958

Savoir ramener, comme l'a fait *L'Action Française 2000*, les épisodes du 1^{er} mai 68 à leur échelle dérisoire, tout en marquant l'importance du bouleversement social, c'est-à-dire antisocial, qu'ils ont provoqué et dont

consacrées de "régime aux abois", "république agonisante", "pouvoir expirant" expriment assez bien la triste réalité ressentie alors par la plupart des Français.

Mais que le problème posé à la France par la situation de nos

l'intérêt de la France. Selon une distinction nécessaire, il arrive que des gens aient tort pour de bonnes raisons, alors que, pour les plus détestables raisons, leurs adversaire peuvent se trouver avoir raison. Et avec le recul de l'histoire,

lise ou le cercueil" ait été une politique responsable, ne peut admettre, pour ne prendre que deux exemples, l'abandon pur et simple du pétrole saharien ou de la base navale de Mers-el-Kébir. Enfouies dans le plus obscur de la

Quand la mesquinerie fut appelée grandeur, et l'égoïsme héroïsme.

la France et les Français de 2008 semblent être façonnés de façon inaltérable, doit conduire notre réflexion à cet autre mois de mai, d'une décennie plus ancien où, dans un paradoxe dont ceux qui ne l'ont pas vécu peuvent se faire difficilement l'idée, tout sembla possible pour la résurrection de la France. Et cela ne fait que pointer du doigt l'écrasante responsabilité de la société gaulliste, enfant adultérin de celui-ci, géniteur indigne de celui-là.

13 mai 1958 ! Pour ceux qui se souviennent, avec une vraie conscience politique, des événements – non point dérisoires ceux-là – inaugurés par le soulèvement algérien du 13 mai 1958, deux faits demeurent déterminants : d'abord l'usure et le discrédit dans lesquels était alors tombé le régime républicain ; ensuite le sursaut authentiquement patriotique qui, à l'exception des communistes, saisit alors l'ensemble de la population française.

Crise de régime

Crise de régime, donc, et qui ne remontait pas à la veille. On avait encore en tête les ridicules palinodies parlementaires de l'élection, en 1953, de l'inattendu et obscur président René Coty, et on accumulait, face au monde entier, entre la risée et l'agacement, des épaisseurs d'impuissance gouvernementale, de scandales de corruption ou de trahisons qui traduisaient la débilité et la pourriture de l'institution républicaine issue de l'après-guerre. Les expressions



départements d'Algérie ait été le cristallisateur de cette crise de régime montre bien, qu'on le veuille ou non, qu'en 1958, le ressort national, le ressort patriotique, était loin d'être brisé. Car c'est un fait : l'inaptitude de la république à maintenir clairement l'Algérie dans la France fut ressentie comme le renoncement à l'un des attributs de la puissance du pays, comme un gage d'abaissement, de faiblesse, de décadence dont les Français auraient un jour à payer le prix. Et ce sentiment fut tel qu'il suscita au contraire suffisamment de courage, de désintéressement, d'enthousiasme, qu'il mobilisa suffisamment de forces vives pour que le sursaut national, qui unissait les civils et l'armée, en faveur de la souveraineté française en Algérie ne se vît pas d'autre voie de succès que dans le renversement du "régime d'abandon", congénitalement aussi incapable de gouverner selon le bien commun que de défendre les droits et les intérêts du pays.

La question n'est pas de savoir si le maintien de cette souveraineté était – ce que nous croyions alors – ou n'était pas dans

on est en droit de se demander si notre rêve était réalisable et avantageux.

Détournement du patriotisme

C'est le recours forcé à De Gaulle – l'un des complots à l'intérieur de ceux occasionnés par la volonté de sauver l'Algérie française – qui soulève, à propos du 13 mai 1958, la véritable question. Par un détournement du mouvement patriotique, en effet, l'homme renversa tout le cours des choses. Non seulement l'Algérie cessa d'être française, et, par la volonté de De Gaulle, cela se fit aussi salement, aussi cruellement qu'il était possible, aussi loin qu'il était possible des intérêts de la France et des Français. Mais surtout, pour mettre le comble à l'imposture, l'institution républicaine en acquit une vigueur renouvelée, une capacité de nuisance décuplée dont, à la suite de la crise révélatrice de mai 1968, témoigne la situation sans issue qui est aujourd'hui la nôtre.

Aucun homme sensé ne peut croire que le choix entre "la va-



conscience, ces évidences politiques ! Oublié le 13 mai 1958 ! Oubliées les espérances et les conditions de la grandeur française ! Puisque la mesquinerie fut appelée grandeur, et l'égoïsme héroïsme, puisque ce peuple fut depuis lors toujours flatté dans le sens des plus vils penchants de l'individualisme et de l'hédonisme, égaré dans les labyrinthes de l'idéologie la plus obtuse, comment ne pas comprendre que les manifestations d'étudiants parasitaires, de retraités aveugles, d'immigrés voraces, bêlant à la diminution de leurs avantages matériels, aient remplacé les foules du 13 mai ?

Mai 1968 n'est que la conséquence logique de la trahison de mai 1958, et la résignation non plus seulement grégaire, mais vaniteusement grégaire – ce qui est infiniment pire – de mai 2008, met le sceau final à une inversion des valeurs qui fait souhaiter la servitude pour accomplir la liberté, espérer l'indigence pour réaliser la prospérité.

PHILIPPE CHAMPION

SIGNES DES TEMPS

STATISTIQUES

Une nouvelle fois, la grève des fonctionnaires ce 15 mai a été l'occasion d'une véritable bataille de chiffres entre gouvernement et syndicats. Nicolas Sarkozy avait lancé l'assaut en répétant son antienne de campagne : « **Si nous ne remplaçons qu'un fonctionnaire sur deux on reviendra au niveau de la fonction publique en 1992.** » Mais les uns et les autres n'ont pas les mêmes chiffres. Exemple, quand le ministère annonce 40 000 élèves de moins à la rentrée dans les collèges et lycées, le SNES n'en compte que 13 000. Dans un monde de communication à outrance, les statistiques sont devenues une arme de propagande massive.

SARKO LA GAFFE

Après Dakar en juillet 2007, c'est à Tunis que le président de la République a fait une nouvelle fois sensation. « **Vous avez une main-d'œuvre qui ne demande qu'à être formée, nous avons beaucoup d'intelligence et beaucoup de formation** », a-t-il indiqué aux Tunisiens. Avant d'ajouter : « **Nous voulons travailler avec vous, pas comme une puissance post-coloniale, comme une puissance qui partage avec vous une communauté de valeurs, à égalité.** » Il est évident en effet que venir en Afrique pour indiquer qu'ils ont "la main-d'œuvre" et que nous avons "l'intelligence", c'est une façon très intelligente d'inaugurer une alliance "à égalité"...

SARKO LES PROMESSES

Pendant la campagne électorale, Nicolas Sarkozy avait fait une promesse aux vignerons français : « **Je veux un meilleur partage de la richesse avec la distribution. Il faut que vous les viticulteurs vous vous organisiez et vous vous rassembliez plus fortement parce que la création de valeur est trop prise par la grande distribution par rapport aux viticulteurs.** » Un an plus tard, la FNSEA adresse à l'Élysée un communiqué pour dénoncer le projet de loi de modernisation de l'Économie qui remet en cause les lois Dutreil et Chatel régissant les rapports entre distributeurs et fournisseurs. « **Ce texte donne les clés de nos entreprises à la grande distribution** » estime la FNSEA qui craint que la nouvelle loi aille à l'encontre d'un "meilleur partage de la richesse". « **Les promesses des hommes politiques, disait un des parrains de Sarkozy en politique, n'engagent que ceux qui les reçoivent.** »

GUILLAUME CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

LISTE N° 4

100 euros pour l'A.F. : "une fidèle amie de Bourgogne", 100 ; M^{me} Francine Remacle-Ébroussard (2^e versement), 50 ; Philippe Castelluccio, 100 ; Giovanni Castelluccio, 100 ; Jacques Lamonerie, 100 ; Philippe Nolland, 100 ; anonyme, 100 ; Dr André Charles (pour l'ascenseur) 200, Anonyme, Casablanca, 100.

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Marius Guigues, 10,68 ; M^{me} Yvonne

Vous aussi PARTICIPEZ DÈS AUJOURD'HUI À LA SOUSCRIPTION

100 euros pour l'AF

■ Si 500 lecteurs nous envoient chacun 100 euros, nous serons soulagés de soucis financiers pour l'année. Pensez-y ! Merci d'avance

* Prière d'adresser vos dons à Mme Geneviève Castelluccio, L'AF 2000, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Peyrerol, 15,24 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; Jacques Rolland, (3 mois), 45,73 ; Raymond Sultra,

17,78 ; François Fabre (3 mois), 50 ; Joseph Lajudie, 20 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-

Bourin, 28 ; M^{me} Françoise Bedel-Giroud, 30,49 ; Henri Morfin, 32.

Légion des "Mille" : Jean-Pierre Lafosse, 150 ; anonyme Metz, 150.

"En souvenir de mon père", Ernest Berger, 50 ; Édouard Baqué, 25 ; anonyme Metz, 50.

Total de cette liste : 1 597,78 €
Listes précédentes : 4 686,24 €
Total : 6 284,02 €
Total en franc : 41 220,47 F

L'oligarchie euromondialiste de Bruxelles peut être soulagée : les Serbes ont choisi dimanche l'intégration à l'Europe en donnant la victoire aux pro-européens du président socialiste Boris Tadic aux législatives. Les nationalistes russophiles ont défié les vainqueurs quant à leur capacité à gouverner au vu de leur faible avance qui les prive d'une majorité claire. Pas d'incident majeur à l'occasion du vote des Serbes du Kosovo pour les élections parlementaires et locales, bien que le gouvernement de Priština et la Minuk aient déclaré qu'ils les considéraient abusivement comme « illégales ». 900 personnes n'ont pu voter dans l'enclave du Kosovo central, notamment l'évêque Artemije qui a toutefois déclaré qu'il espérait que le parti vainqueur lutterait pour préserver l'intégrité nationale et territoriale de la Serbie.

L'ONU et le gouvernement de Priština craignaient que les Serbes ne se servent des élections pour renforcer leur organisation politico-administrative parallèle qui, grâce au soutien de Belgrade et de Moscou, continue de fonctionner en dépit de la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Le Parti radical serbe annonce sa victoire à Kosovka Mitrovica, avec 32,4 % des suffrages exprimés et une forte participation.

Boris Tadic se félicite que la Serbie ait opté pour une « **voie claire vers l'Europe** ». Il fait mine d'ignorer que l'UE sera le cercueil de la nation serbe, qui aura résisté en vain aux Ottomans et aux nazis pour abdiquer son être à l'empire euro-atlantique. Il sait comment rendre grâce à ses maîtres, tant l'Union avait aidé les europhiles en signant fin avril avec Belgrade l'Accord de stabilisation et d'association (ASA), premier pas vers l'adhésion à l'UE. Ce résultat constitue une surprise, alors que les sondages pronostiquaient une victoire des nationalistes. Y a-t-il eu fraude ?

DÉFAITE ANNONCÉE D'HILLARY

Hillary Clinton était partie favorite pour l'investiture démocrate, elle contrôlait son parti, elle était au centre d'un réseau de soutien sans pareil, elle était dotée d'un budget de campagne mirobolant et d'une notoriété de First Lady... Elle a vendu la peau de l'ours... et elle a eu tort ! Sa défaite est écrite ! Les qualités et le ton novateur de Barack Hussein Obama ont eu raison de sa stratégie de tenante du titre et de candidate sortante. Elle aura additionné les erreurs d'organisation, de tactique et de stratégie : elle n'a pas porté le bon message, jouant d'entrée au centre avant d'avoir rassemblé son camp. Barack Obama a promis le changement, alors qu'elle s'est engagée dans une restauration. La virulence de ses attaques contre "black" Obama ont tourné en sa défaveur, elle a levé le lièvre tabou : la question raciale. Elle souhaite rester en course, pour s'assurer la place de vice-présidente au cas où le sénateur Obama serait élu face à McCain. Elle s'est endettée à hauteur de 20 millions de dollars... Ça fait cher le ticket !

À Rome, une prime à l'audace politique

Dans son *Histoire de l'Italie*, Pierre Milza explique que ce pays constitue un laboratoire permanent des idées politiques. Et, ajoute-t-il en substance, l'Italie ayant expérimenté tous les modèles d'organisation politique, elle les a souvent exportés. Le meilleur comme le moins bon, ajouterons-nous.

Gianni Alemanno, un gramsciste de droite ? Il s'est emparé des dossiers culturels de la municipalité...

À en croire certaines gazettes, Nicolas Sarkozy serait un pur produit du berlusconisme, en raison de son côté *bling-bling* et d'une propension à substituer la communication au contenu politique. Il est vrai que l'an dernier, au lendemain de l'élection présidentielle française, Berlusconi et Fini ont chaudement félicité Sarkozy. La section romaine de l'Alliance nationale, le parti de Gianfranco Fini, a même placardé des affiches célébrant la victoire du candidat UMP.

Il existe en effet des similitudes entre le sarkozysme et le berlusconisme, mais aussi une différence fondamentale : pour le *Cavaliere*, il ne doit y avoir, *a priori*, aucun ennemi à droite. La série d'élections que vient de connaître l'Italie a montré l'efficacité de ce principe.

Emblématique est à cet égard la surprenante victoire du nationaliste Gianni Alemanno à l'élection municipale de Rome, ville qui de-

puis quinze ans était sous la coupe des partis de gauche. C'est même la première fois depuis 1943 que la Ville éternelle se donne un maire nourri de références mussoliniennes.

D'Almirante à Fini

Pour autant, il faut se garder de tout anachronisme. Des voix s'élèvent d'ailleurs à gauche pour mettre en garde contre une « **instrumentalisation contre-produc-**



Gianni Alemanno a séduit aussi bien les dirigeants d'entreprise que les ouvriers et, bien sûr, la droite ultra.

tive » de la période néofasciste d'Alemanno. À ceux qui feignent de redouter une "marée noire", le philosophe et maire (gauche PD) de Venise, Massimo Cacciari, répond : « **Allons donc ! Alemanno est un politique intelligent qui vient de la droite sociale, il ne faut pas le diaboliser.** » Mais le maire de Venise a une bonne raison de n'être pas trop chagriné par la défaite de ses camarades romains du Parti démocrate ; on le verra plus loin.

Intelligent et ambitieux, Gianni Alemanno l'est incontestablement. Il l'a confirmé au cours de cette campagne électorale en séduisant aussi bien les dirigeants d'entre-

prise que les ouvriers et, bien sûr, la droite ultra, comme il l'avait montré auparavant en gérant habilement un parcours politique peu conventionnel. Admirateur de Giorgio Almirante, il se lance très tôt dans l'action militante au sein du *Fronte della Gioventù*, le mouvement de jeunesse du MSI néofasciste, où il se lie avec Gianfranco Fini. En 1992, Alemanno épouse la fille de Pino Rauti, représentant de l'aile dure du MSI. Mais trois ans plus tard, il se rallie à la ligne

réformiste quand Gianfranco Fini transforme le MSI en Alliance nationale, un parti national-conservateur à vocation gouvernementale. C'est ainsi qu'Alemanno devient ministre de l'Agriculture dans le deuxième gouvernement Berlusconi (2001-2006), sans toutefois sacrifier l'essence de ses convictions.

Combat des idées

Le nouveau maire de Rome s'est fait élire principalement sur les thèmes de la sécurité et de la lutte contre l'immigration sauvage. Mais sans attendre, Gianni Alemanno (gramsciste de droite ?),

s'est emparé des dossiers culturels de la municipalité. Outre les mouvements de personnel déjà annoncés, le Festival du cinéma de Rome va changer de nature et sans doute fusionner avec les *David di Donatello*, l'équivalent de nos Césars. Ne seraient désormais projetés que des films italiens, perspective qui ulcère les presses américaine et anglaise, le *Sunday Times* s'en prenant au « **nouveau Duce** » de Rome.

Le Festival de Rome avait été lancé il y a deux ans par Walter Veltroni pour faire pièce à la *Mos-tra* du cinéma de Venise qui, aux yeux de certains idéologues, serait frappée d'un vice rédhibitoire : avoir été créée (en 1932) par un dignitaire du régime mussolinien, le comte Giuseppe Volpi di Misurata.

Gianni Alemanno n'est certes pas un intellectuel de salon. Ingénieur en aménagement du territoire, il se préoccupe depuis longtemps de la protection de l'environnement, une inclination qui doit peut-être quelque chose à ses lectures passionnées de Jack Kerouac. Mais c'est dans l'œuvre de Julius Evola, et un peu chez Giovanni Gentile, qu'il a puisé les éléments structurants de sa pensée réactionnaire.

L'irruption sur le devant de la scène d'une nouvelle star de la droite nationale modifie un peu le jeu politique. Ce n'est pas pour déplaire à Silvio Berlusconi qui, espère-t-il, pourra ainsi contrebalancer le poids de la Ligue du Nord et rabattre les prétentions d'Umberto Bossi. Mais là, on retombe dans la politique politicienne.

GUY C. MENUSIER

Une défaite historique en Grande-Bretagne

Après l'éclatante victoire de la droite aux élections générales italiennes et surtout la défaite de la gauche aux municipales de Rome, un revers histo-

De Rome à Londres, le mécontentement se manifeste contre l'inefficacité des démocraties occidentales.

rique (*lire ci-dessus*), voici que le même phénomène se produit au Royaume-Uni.

La défaite des travaillistes est presque sans précédent. Non seulement ils perdent de nombreuses municipalités, mais, très souvent, ils se trouvent en troisième position en nombre de voix. Ce qui pourrait présager – mais nous en sommes loin – un renversement historique : les libéraux-démocrates sont susceptibles de redevenir après presque un siècle un des deux partis de gouvernement et de marginaliser les socialistes.

Après presque une décennie, la capitale britannique est passée

"à droite". Le chute de l'original et redouté Ken Livingstone, une sorte de référence pour de nombreux socialistes européens, est un symbole. Non pas "de justesse", comme certains journalistes français l'ont dit et écrit, mais avec 140 000 voix d'écart, Boris Johnson, député et journaliste de quarante-trois ans, francophone soit dit en passant, a "rempporté" Londres, capitale immense, dotée d'un budget de 11 milliards de livres, centre financier mondial et cité dont la prospérité est éblouissante et qui se prépare à accueillir les prochains Jeux olympiques après Pékin.

La chute de Londres

Boris Johnson est un pur produit de la haute société britannique quelque peu caricaturale selon certains : diplômé d'Eton puis de l'université d'Oxford où il a obtenu un diplôme de grec classique, qu'il pratique, dit-on, avec aisance, il a été journaliste, fonctionnaire international, député au Parlement européen puis à la Chambre. Il a

conservé d'Eton et d'Oxford son esprit de potache et ses plaisanteries typiquement britanniques qui pourraient parfois paraître de mauvais goût. De là à ne le considérer que comme un "bouffon", il y a un pas que nous ne franchissons pas.

Un mouvement de fond

Plusieurs constatations s'imposent. Le taux de participation à Londres a été de 20 % supérieur au scrutin précédent. Ce sont surtout les électeurs conservateurs qui se sont mobilisés. Il s'agit d'un mouvement de fond.

C'est un désaveu cinglant infligé à Ken Livingstone, à son discours gauchiste, à sa politique fiscale, aux péages urbains imposés aux Londoniens – que certains élus de gauche à Paris proposent d'appliquer à la capitale française –, à sa complaisance à l'égard de certaines formes de délinquance, de "jeunes" notamment, et à son "libéralisme" en ce qui concerne la consommation d'alcool et de drogues "douces" dans les lieux

publics. Mais il s'agit surtout d'un avertissement sérieux pour le Premier ministre Gordon Brown, plus impopulaire que jamais, et le gouvernement travailliste. Le scrutin du jeudi 1^{er} mai était attendu comme une "répétition générale". Gordon Brown paye le mauvais bilan des travaillistes en Irak et les premières retombées de la crise financière. En 1968, les travaillistes alors au pouvoir avec Harold Wilson, homme brillant et cultivé, avaient subi une semblable défaite aux municipales. Deux années plus tard ils perdaient le pouvoir.

En Italie comme en Grande-Bretagne, les électeurs font surtout "sortir les sortants". C'est un mouvement général de mécontentement à l'égard de tous les aspects du mondialisme et de la mondialisation sauvage, de l'impuissance des États, que ses responsables soient de "gauche" ou de "droite", de l'inefficacité des démocraties occidentales. Les signes d'un "ras-le-bol" général se manifestent dans nos sociétés. Il serait imprudent de ne pas en tenir compte.

PASCAL NARI

Aux élections du 10 avril, les Népalais accordent deux tiers des sièges à l'assemblée au PCUM maoïste, dans un « enthousiasme écrasant », selon les délégués de l'ONU. Ces élections amèneront immédiatement l'abolition de la monarchie, tant désirée par les maoïstes et l'intelligentsia népalaise. Baburan Bhattari, numéro 2 du parti maoïste, l'a annoncé : « **Lors de la réunion inaugurale, nous proclamerons la république. Ensuite, nous signifierons au roi qu'il doit quitter le palais. En qualité de simple citoyen, il devra se conformer à la loi.** » Ces élections sont une étape logique dans un engrenage fatal où le Népal s'est engagé depuis vingt ans, conduisant à la destitution du souverain Gyanendra et à l'abolition de la monarchie.

Engrenage fatal

Tout a commencé en 1989, lorsque le roi Birendra tente de moderniser le pays et d'améliorer le niveau de vie de la population demeurant une des plus pauvres du monde (142^e dans le classement de l'IDH en 2007). L'Inde, craignant pour son commerce, impose un blocus au Népal, pour le forcer à vendre une partie de l'énergie produite sur la rivière Mahalari. Ce coup de force ébranle le régime, la dernière monarchie absolue de droit divin. Des émeutes populaires éclatent dans tout le pays, revenant à la démocratisation du régime et conduisant à l'établissement d'une constitution et du multipartisme en 1990.

Depuis, les violences politiques s'intensifient, les gouvernements se succèdent jusqu'au moment où les maoïstes déclenchent « **la guerre du peuple** » le 13 février 1996, une guerre civile qui a duré près de dix ans. Pendant tout le

Au Népal, la descente aux Enfers

conflit, les maoïstes remportent des victoires sur la police, puis sur l'armée, acquérant des armes de plus en plus sophistiquées, probablement venues de Chine, établissent des « **gouvernements du peuple** » dans chaque ville prise et parviennent à conquérir plus de la moitié du pays. Cette guérilla cause près de 13 000 morts et ne finit que le 13 avril 2006, date de la remise des pouvoirs du roi au Premier ministre et de l'abolition du statut divin du souverain. À la fin de la guerre, le 1^{er} février 2005, alors que la situation s'aggrave, le nouveau souverain, Gyanendra, s'attribue les pleins pouvoirs et fait suspendre les libertés de réunion et d'expression alors les Népalais aspirent à l'émancipation. Son action provoque l'hostilité de l'intelligentsia népalaise.

Bien que ses actions paraissent tyranniques aux yeux des démocrates, elles peuvent être reconnues comme légitimes, notamment en raison de la situation catastrophique du pays. L'article 16 de la constitution de la V^e République n'accorde-t-il pas les pleins pouvoirs au président de la République, en cas de crise grave ? Le roi souhait trouver une issue à la crise, sans en passer par les discordes du gouvernement. Les maoïstes, quant à eux, mettent fin à la guérilla, et tentent de prendre le pouvoir par la voie démocratique, après avoir essayé par la force.

Un vote truqué

Les circonstances dans lesquelles se sont déroulées les élections du 10 avril 2008 font douter de la sincérité de ce vote. Malgré la présence de délégués de l'ONU

et de la Banque mondiale à Katmandou, beaucoup d'indices suggèrent une pression sur les 17,5 millions d'électeurs. Le déploiement de près de 137 000 policiers et le recours éventuel à l'armée illustrent le climat de tension. Le gouvernement indien est allé jusqu'à déployer des bataillons sur la frontière indo-népalaise en cas d'insurrection. Le scrutin ne s'est donc pas déroulé dans le "calme", comme on l'a dit ici ou là.



Gyanendra Bir Bikram Shah Dev,
roi du Népal
depuis juin 2001

Les maoïstes contrôlent par les armes plus de la moitié du pays, où ils ont implanté des gouvernements du peuple dirigés d'une main de fer. Ils surveillaient les scrutins dans de nombreuses communes et ont manifestement truqué les résultats. Le PCUM est allé jusqu'à menacer l'intelligentsia népalaise d'une nouvelle guerre du peuple en cas de scrutin défavorable : son secrétaire, Pushapa Kamel Dahal, dit « **Pashada** », le « **Terrible** » en népalais, a proféré des menaces d'une nouvelle « **guerre du**

peuple » au cas où les royalistes, désireux d'un référendum sur la monarchie « **prépareraient un coup d'État** » et où le roi lui-même se livrerait à « **un mauvais coup contre la volonté du peuple** ». Les Népalais ne sont pas entièrement favorables à l'abolition de la monarchie, et plutôt désireux du remplacement du souverain en place par son fils.

L'instauration d'une république fédérale au Népal ouvrirait la voie à un régime totalitaire maoïste. Aujourd'hui, les différentes communautés et ethnies profitent d'un État laïque, fédéral et démocratique pour affirmer leur identité, divisant le pays et compromettant son avenir par le découpage.

Le Népal risque fort d'éclater. La logique voudrait que les maoïstes, profitant des événements, utilisent les royalistes et l'intelligentsia népalaise, « **causes principales de l'éclatement du pays** », comme bouc émissaire. Ils renverseront une éphémère république afin d'instaurer une dictature aux mains du PCUM qui risque de ressembler à ce que firent les khmers rouges... Le chef du PCUM, quant à lui, se verrait sans doute en Pol-Pot népalais. Le sociologue Sudhindra Sharma commente : « **Une fois la monarchie abolie, les Népalais pourraient se rendre compte qu'ils ont fait une grave erreur, et qu'on ne peut plus revenir en arrière.** » Si la monarchie est abolie, le Népal sombrera dans le chaos et deviendra ainsi une des principales zones à haut risque du XXI^e siècle, au cœur du grand jeu opposant États-Unis et bloc sino-russe.

JEAN DE LAUZUN

Liban : quelques pas vers l'explosion

Le gouvernement Siniora, par ses décisions, a provoqué frontalement le Hezbollah, en limogeant le responsable de la sécurité de l'aéroport de Beyrouth, proche d'eux, et en envisageant de porter atteinte à leur réseau téléphonique privé. Leur réaction ne s'est pas fait attendre, et à l'issue d'une grève générale, le Parti de Dieu a pris Beyrouth Ouest, bloquant l'aéroport et le front de mer, et occupant certains locaux du courant du Futur, le parti des Hariri. Pendant les combats où se sont affrontés dans tout le Liban opposants chiites contre pro-gouvernementaux sunnites et druzes, l'armée est restée neutre, séparant dans certain cas les belligérants. Les zones chrétiennes n'ont pas été touchées.

Après cette démonstration de force, le gouvernement a accepté de laisser l'armée résoudre le conflit. Pour l'instant celle-ci a sur-sis aux décisions gouvernementales. Le Hezbollah et Amal ont accepté de retirer leurs troupes de Beyrouth, mais le calme paraît illusoire. Les Chiites ont néanmoins écorné leur image, en pre-

nant les armes contre d'autres Libanais. En outre cette flambée de violence a ranimé les haines communautaires. Fait significatif, quelques druzes de l'opposition semblent s'être ralliés au PSP de Wallid Joumblatt, pro gouvernemental et grand perdant de ces derniers jours. Après les combats, Joumblatt a dû faire marche arrière et appeler à l'aide son grand rival, l'émir Talal Arslan, membre de l'opposition, pour lui remettre ses armes et éviter ainsi de les remettre à l'armée libanaise. La montagne a été le théâtre de combats entre les partisans du *leader* druze Walid Joumblatt et le Hezbollah pour le contrôle du Chouf. Or comme dit le proverbe libanais, qui tient la montagne tient le pays. Jusqu'ici, jamais la minorité druze n'a été délogée de ses montagnes.

Bataille stratégique

Mais lundi 12 mai, l'armée a annoncé qu'elle recourrait à la force pour interdire, à partir de mardi, toute présence d'une force armée dans les zones où elle s'est déployée ces derniers jours. De

violents combats ont éclaté lundi à Tripoli. Les heurts ont obligé l'armée libanaise, qui s'était déployée la veille à se retirer. « **Nous voulons un engagement solennel du (chef du Hezbollah) Hassan Nasrallah devant l'opinion publique, les pays arabes et même l'Iran, qu'il ne va pas utiliser ses armes contre les Libanais** », a déclaré l'ancien président Gemayel, *leader* de la majorité anti-syrienne au pouvoir à Beyrouth, s'ils « **veulent un dialogue, il ne faut pas qu'ils utilisent leurs armes dans le but de changer les équilibres de force** ». Dans Beyrouth Ouest, l'accalmie ne semble être là que pour entériner la défaite du camp séoudo-américain au pouvoir. L'armée libanaise ne peut faire face aux troupes aguerries du parti chiite. La stratégie du Hezbollah paraît claire : sécuriser les hauteurs en neutralisant la milice de Joumblatt et contrôler la route qui mène à la frontière syrienne, par laquelle il reçoit ses approvisionnements en armes.

À la différence des accrochages de Tripoli qui opposent

sunnites et alaouites, la bataille du Chouf revêt un caractère stratégique. Une délégation de la Ligue arabe, représentant neuf pays et à nouveau avec la présence de Amr Moussa, son secrétaire général, est attendue à Beyrouth. Des discussions avec les leaders de la majorité et ceux de l'opposition ont lieu pour rapprocher les points de vue et obtenir l'élection d'un président de la République consensuel, le chef de l'armée, le général Sleimane, étant plus que jamais pressenti.

L'éventuel soutien de Téhéran au "coup de force" du Hezbollah, affectera les relations entre l'Iran et le monde arabe, a prévenu le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Saoud al-Fayçal. Des rumeurs de régionalisation du conflit se font entendre.

La poudrière, installée pendant les dix-huit ans d'ingérences étrangères diverses qui ont suivi les accords du Taef, et confortée par une classe politique plus préoccupée par l'affairisme que le bien commun, semble hélas bien proche de l'explosion.

PHILIPPE ALEYRAC

Israël a fêté sa naissance, et les célébrations initiées par un gouvernement Olmert au plus bas dans les sondages, ont pour tous les Israéliens un goût de cendre. La commémoration des victoires passées, l'économie prospère et sa reconnaissance comme un État national sur la scène mondiale n'y font rien. Une croissance de 5 % due à des réformes d'inspiration libérale et un secteur des hautes technologies en excellente santé ne doivent pas masquer l'essentiel, la question de la survie du pays.

Son avenir demeure toujours incertain, et les menaces à ses frontières pèsent toujours aussi lourd dans la physionomie politique générale. La fracture grandissante entre civils et militaires, les premiers se retirant au profit des seconds dans le sud du pays, témoigne aussi des blocages de la société concernant la question palestinienne et interdit pour l'heure toute évolution à l'euro-péenne. C'est devenu un lieu commun que d'opposer plusieurs réalités israéliennes sur le même territoire. Entre les nouvelles vagues d'immigrations, les clivages entre générations, laïques et religieux, la nouvelle société semble se construire comme une pluralité condamnée à coexister sans se connaître. Le contexte récent des deux intifada, des attentats comme de l'échec de l'expédition militaire au Liban ont rendu le climat israélien plutôt morose, et les perspectives de déblocage de la situation régionale plus qu'incertaines.

Du côté palestinien, le désespoir est plus profond encore, tant les blocus et la dislocation de l'autorité palestinienne ont laissé la population à la merci de l'anarchie et des terroristes. Les colonies ont morcelé la Cisjordanie qui n'apparaît plus comme un État viable, et Gaza meurt de l'autarcie forcée que lui impose l'État Israélien. Le programme nucléaire iranien, comme les déclarations loufoques de ses dirigeants entretiennent à l'extérieur le climat de "guerre froide régionale", tandis que les relations avec la Syrie sont au point mort après l'intervention de Tsahal en septembre contre une centrale nucléaire construite avec le concours de la Corée du Nord. À l'heure du bilan, rien ne semble infirmer le jugement de Brezinski, qui prédisait la transformation du moyen orient en « **nouveaux Balkans mondiaux** ».

P.C.

À QUOI SERT L'ÉCOLE ?

L'école en France continue d'être la dramatique illustration de la malfaisance républicaine. Depuis des années, quelques ministres de l'Éducation tentent – du moins en paroles – de ravalé quelque peu le système en exprimant de timides idées de bon sens. Mais à chaque fois les efforts de l'hôte passager de la rue de Grenelle, dans leur pathétique inutilité, nous font penser à Sisyphe roulant éternellement vers le haut un rocher qui toujours retombe sur lui.

Ainsi l'actuel ministre Xavier Darcos a-t-il, le 29 avril, présenté de nouveaux programmes pour l'école primaire. Précisons tout de suite qu'ils sont beaucoup moins "nouveaux" qu'on le dit, puisqu'ils ont été, avoue le ministre, « amendés après concertation », ce qui signifie édulcorés sous la pression des "pédagogistes" les plus encroûtés qui peuplent le ministère. Malgré tout, reste l'idée de « retour aux fondamentaux », donc d'apprendre correctement à lire, écrire et compter...

Dès le lendemain, ce fut une levée de boucliers des syndicats enseignants demandant à leurs collègues de se mobiliser ce jeudi 15 mai contre ce projet « réactionnaire et passéiste »... Pour eux, le ministre, en voulant que les élèves se remettent à apprendre des leçons par cœur, fait violence à nos chères têtes blondes (et autres...) ; cette « vision mécaniste » des apprentissages, disent-ils, ne vaut pas l'apprentissage par l'expérience, sur le tas, sans aucune méthode, comme en se jouant, dont le résultat est d'engendrer des esprits "touche à tout" qui ne savent rien de précis et se laissent berné par le premier phraseur venu. Le « langage clair, compréhensible par tous » que M. Darcos voudrait remettre à l'honneur fait peur à ces mêmes syndicats, qui lui reprochent aussi d'avoir dit qu'« en histoire, les entrées se font par grandes dates et grands personnages ». Demander de tels efforts de mémoire aux enfants, c'est assurément du fascisme...

Le pire, dans cette affaire, est que le ministre n'a fait que tenir quelques propos de simple bon sens, avec lesquels tout esprit normalement constitué ne peut qu'être d'accord, mais qu'une poignée de syndicalistes et de pédagogues enfermés dans un jargon incompréhensible ont le pouvoir de tenir en échec. Qu'attend donc le gouvernement pour se débarrasser de cette vermine installée en 1945 par le plan communisme Langevin-Wallon ? Il faudrait pour cela savoir redéfinir les vraies finalités de l'école : transmettre un savoir ou former un certain type de citoyen-électeur ? Débat débile et stérile qui durera, hélas, autant que durera la république.

MICHEL FROMENTOUX

ASPECTS DE LA FRANCE

Les petites entreprises et la concurrence

Nous avons eu l'occasion, dans ces colonnes, d'évoquer ce sujet, ô combien technique et rebutant, que constitue le droit des marchés publics.

Le plus urgent est pour la France de recouvrer sa souveraineté et la maîtrise de ses frontières.

Il s'agit pourtant d'un domaine essentiel dans lequel politique et économie sont étroitement imbriqués, et aux enjeux financiers souvent vertigineux.

Le "Small Business Administration"

Il est question, notamment depuis le rapport Attali suggérant "300 propositions pour changer [défigurer, serait plus juste] la France", de mettre en place, dans notre pays (ou ce qu'il en reste) un produit d'importation, *made in USA*, dénommé le "Small Business Administration" (SBA). Il s'agit d'un système permettant de rendre plus aisé l'accès des petites et moyennes entreprises (voire des très petites entreprises, notamment artisanales) au marché concurrentiel, de façon à rompre le mo-

nopole des grands groupes capitalistiques qui ont, par nature, les moyens d'occuper ledit marché.

Le SBA provient des États-Unis où il fut adopté en 1953 pour des

de l'appareil administratif chargé de la mise en œuvre du SBA.

Ce système a été décrié en son temps et, n'aurait été la forte résistance du Congrès, soutenu



Le gouvernement est-il capable de soutenir les PME par une politique volontariste ?

motifs politiques, les Républicains d'alors étant accusés de vouloir privilégier le "Big Business". Cependant, très rapidement, le SBA fut dévoyé et de l'intention, louable originellement, de favoriser les entreprises de petite taille, on versa rapidement dans l'aide aux entreprises en difficulté ou défavorisées. Le caractère discriminatoire du dispositif n'était, de surcroît, point fait pour le rendre bienveillant aux yeux des autres entreprises non éligibles aux aides fédérales. Mais c'est sans compter également sur la redoutable complexité

par le principal lobby en la matière (le National Federation of Independent Business), l'administration Reagan avait même envisagé de le supprimer.

Les PME ne sont pas la panacée

« La France devra mettre en œuvre une politique en faveur des TPE et des PME, parallèlement et en complément du programme de travail de la Commission européenne pour 2008-2013 qui envisage une directive

sur les petites entreprises, sur le modèle du Small Business Act américain, en vue de réduire les contraintes administratives pesant sur les TPE-PME, d'accroître la participation des PME aux programmes communautaires, d'améliorer l'accès des PME aux marchés publics et de réduire les obstacles aux échanges transfrontaliers. »

Ainsi parlait Jacques Attali, dans son fourre-tout anarcho-capitalisto-sarkozyste. Ce passage, tiré du chapitre II de son rapport contient tout le credo de l'économie mondialiste. À défaut de solutions viables pour résoudre le chômage, endiguer les délocalisations et remédier à la perte du pouvoir d'achat, le sarkotriste de service tente de nous faire avaler que les PME-PMI sont la panacée et qu'en dehors d'elles, point de salut. Sauf qu'Attila Bling-Bling oublie délibérément de suggérer l'exonération de charges au bénéfice de ces dernières, ceci devant être soutenu par une véritable politique économique volontariste de la France.

Plus précisément, tant que la France n'aura pas recouvré sa souveraineté et, corrélativement, la maîtrise de ses frontières ainsi que la possibilité de nationaliser les entreprises, en tant que de besoin, toutes les mesurées sarkostiques ne serviront à rien.

ARISTIDE LEUCATE

L'inflation, mal européen

Alors que la plupart des salariés du continent constatent avec anxiété la stagnation complète de leurs revenus, les grands argentiers de la zone

Obsédée par l'inflation, la Banque centrale européenne poursuit sa politique suicidaire. La dernière lubie en date de Jean-Claude Trichet, son président : le gel des salaires. Bien sûr, il ne parle pas du sien...

euro portent, pour leur part, des regards angoissés vers une supposée "spirale prix-salaires". En effet, en réponse aux multiples appels en faveur d'une hausse des salaires, les membres de l'Eurogroupe et de la BCE, réunis le mois dernier à Ljubljana, ont émis un communiqué dont l'euphémisme technocratique laisse songeur : « Nous encourageons les gouvernements et les acteurs socio-économiques à faire tout ce qu'ils peuvent afin de diminuer

les risques d'inflation et éviter tout effet de second tour. » Traduisez : il est impératif de bloquer toute augmentation des rémunérations afin d'éviter que ce pouvoir d'achat supplémentaire accordé aux ménages ne vienne encourager la hausse des prix.

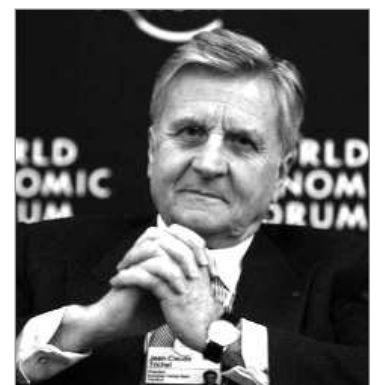
Les sommets de l'absurde sont atteints lorsque que le président de la BCE affirme que combattre l'inflation est assimilable à une « lutte sociale » et que « la stabilité des prix est essentielle à nos concitoyens les plus vulnérables ». Revoilà donc la nouvelle rengaine des bien-pensants de la théorie économique contemporaine : pour qu'un pauvre ait accès aux biens de consommation, il ne faut pas lui donner plus d'argent mais faire baisser les prix... une pensée digne de Michel-Édouard Leclerc.

Juridisme

Mais qu'en est-il vraiment de cette inflation tant redoutée ? Certes, de nombreux analystes mettent en lumière actuellement le retour durable d'un cycle inflationniste, alimenté par la flambée des prix du pétrole (+ 20 % en un an) et des produits alimentaires (+ 5,6 % en un an). Au total, la zone euro affiche un taux d'infla-

tion de 3,2 % pour les premiers mois de 2008. Un taux plus qu'insupportable pour les experts de la BCE qui se doivent de faire respecter les 2 % inscrits dans le marbre des traités européens. Un taux tellement insupportable qu'ils continuent, envers et contre tout, à appliquer une politique monétaire suicidaire, en prenant, le 8 mai, la décision de maintenir les taux directeurs européens à 4 %. Ils se démarquent ainsi plus que jamais de leurs homologues de la Réserve fédérale américaine dont le pragmatisme les a incités à baisser ces fameux taux directeurs pour contrer les effets de la crise financière. À ce petit jeu, la BCE gagne peut-être quelques dixièmes de points d'inflation mais multiplie certainement les freins pour l'ensemble de l'économie, au premier rang desquels se trouvent le taux de change exorbitant de l'euro, pénalisant nos exportations, et le loyer très haut de l'argent, rarifiant les sources d'investissement pour les entreprises.

À l'évidence, Trichet et la BCE, qui ignorent sciemment la politique économique et ne veulent connaître que le juridisme des traités, refusent de se poser la bonne question : est-il si dangereux d'enregistrer une certaine hausse des prix dans un contexte mondial qui



Trichet : « Mon Dieu faites qu'ils ne gèlent pas mon salaire. »

est de toute façon inflationniste ? Il serait purement surréaliste d'évoquer l'hyperinflation qui a ravagé l'entre-deux-guerres et dont les mécanismes sont aujourd'hui connus. Par ailleurs, les Trente Glorieuses ont affiché des taux d'inflation relativement élevés, avoisinant parfois les 6 %, mais également des indices de croissance à deux chiffres. Une inflation tolérée et maîtrisée avec modération pourrait être un élément d'une politique monétaire ayant pour objectif principal la croissance. Il s'agirait, en quelque sorte, de mettre un peu d'huile dans les rouages d'une mécanique grippée, en s'appuyant sur les "corrélations positives entre inflation et salaire" observées par les économistes. Mais pour ce faire, la sortie du cadre européen kafkaïen semble une nouvelle fois devoir s'imposer.

PAUL PAOLINI

La République face aux retraites

Décidément, le gouvernement est bien à la peine. François Fillon a poursuivi le 5 mai dernier à Matignon ses rencontres avec les partenaires

Coincé par son idéologie bureaucratique et égalitariste, le régime vacille à cause de son impossibilité structurelle à résoudre la question sociale.

sociaux pour aborder les grands thèmes de "l'agenda social" 2008, défini en décembre, aux premiers rangs desquels figure l'avenir des retraites et de l'assurance chômage. Or, concernant les retraites, Force ouvrière, la CGT et la CFTC ont réaffirmé au Premier ministre leur « **opposition ferme** » à l'allongement de la durée de cotisations à 41 ans.

Le leader de la CGT, Bernard Thibault, a ainsi appelé à « **passer à une phase supérieure de la mobilisation** », estimant ne pas avoir été entendu par les pouvoirs publics avec en ligne de mire les manifestations des 15 (lycéens et fonctionnaires) et 22 mai (retraites). Pour Jacques Voisin de la CFTC, il faut d'abord « **poser la question de la pénibilité et des petites pensions** ». « **85 % du Smic pour des personnes qui ont travaillé 40 ans, ça n'est pas acceptable** », a-t-il dit.

De même, Laurence Parisot, la présidente du Medef, a souligné ses « **divergences de vue** »

avec le gouvernement sur la réduction des recettes de l'assurance chômage pour augmenter d'autant les cotisations vieillesse à partir de 2009. Comme si l'augmentation des charges sociales n'avait pas montré sa responsabilité dans le ralentissement de notre économie...

Mais selon le chef du gouvernement, l'allongement de la durée de cotisation de 40 à 41 ans, point central de la nouvelle réforme, « **n'est peut-être pas soutenu par les organisations syndi-**

que le gouvernement est ouvert au dialogue et à la discussion ? Une nouvelle mascarade pour faire oublier l'impopularité du président de la République et de ses ministres ?

Rendons leurs libertés aux partenaires sociaux

La négociation sociale avec un État républicain centralisateur et bureaucratique montre donc une nouvelle fois ses limites et



Force ouvrière, la CGT et la CFTC ont réaffirmé au Premier ministre leur « **opposition ferme** » à l'allongement de la durée de cotisations à 41 ans.

cales, mais les sondages montrent que les Français, eux, comprennent qu'il n'y a pas d'autre option avec l'allongement de la durée de la vie ».

De plus, le ministre du Travail Xavier Bertrand a déclaré sur RTL qu'« **il n'y a pas de décret nécessaire** » pour prolonger de 40 à 41 ans la durée de cotisation pour les retraites à taux plein, la décision ayant « **été prise en 2003** ». Alors pourquoi ces entretiens et négociations ? Une façade pour faire croire, via les médias,

ses faiblesses. Or, il s'agit là d'une question essentielle. D'autant que l'allongement de la durée de la vie, la mise à la retraite de la génération dite du *baby-boom* qui va augmenter considérablement le nombre de bénéficiaires de la retraite par répartition et l'hiver démographique qui fait qu'il y aura moins de salariés et de patrons pour cotiser vont aggraver ce problème qui est non seulement d'ordre économique mais va au-delà. L'État-providence est structurellement responsable de cette

“crise”. D'abord parce que le système par répartition, c'est-à-dire des cotisations par les actifs non pour eux mais pour ceux qui sont déjà à la retraite, ne peut fonctionner que si les actifs trouvent suffisamment de travail pour pouvoir cotiser assez, donc que si le renouvellement démographique permet d'assurer le financement de retraites sans augmenter les cotisations et réduire les prestations.

Or, le malthusianisme propre à cette société de consommation, phénomène qui n'a pas attendu Mai 68, fait qu'il y a désormais moins de cotisants potentiels. L'allongement de la durée de cotisation est également inefficace car de plus en plus d'actifs ont des parcours professionnels accidentés, entre CDD, intérim, chômage et changement d'activités.

À moins que le gouvernement ne décide d'aller chercher des cotisants en Afrique ou en Asie par le biais de l'immigration choisie et la régularisation des travailleurs clandestins. Mesures pires que le mal qu'elles prétendent soigner.

La solution est simple : mettre fin au système actuel, en laissant les partenaires sociaux s'organiser sans l'État. Chaque corps de métier, les organisations patronales et celles de salariés sont les mieux à même de définir le système de retraite (répartition et/ou capitalisation) le mieux adapté en fonction de la pénibilité du travail, du nombre d'actifs, de la durée de l'activité.

Mais pour cela, il faut en finir avec un régime centralisateur et bureaucratique, donc avec la République.

ARNAUD NAUDIN (AVEC AFP)

CHRONIQUE

"Ampélogrammes"...

Mon ami Polydore et ma cousine Dorothée Follavoine apprécient comme moi les citations en accord avec l'annonce de quelque élément de grande ou moyenne importance dans notre journal habituel. « **Ce**

Réhabiliter les vins bretons

n'est pas tous les jours fête », dit Figaro, si ma mémoire affaiblie ne trébuche point ; et « **mieux vaut de rire que de larmes écrire** », que j'attribue aussi, non sans crainte, à Rabelais... Ces deux formules ont ressurgi à la lecture de notre quotidien, ordinairement un peu trop nourri de viols et d'assassinats. Et comme je ne ressentais pas d'inspiration impérieuse pour évoquer les trépas illustres et récents d'Aimé Césaire et de M^{me} Tillon, j'ai accueilli avec plaisir et intérêt un article consacré à un récent épisode de la culture de la vigne en Bretagne.

Un tel sujet me paraît mériter un vocable nouveau, un néologisme jalousement personnel tiré

du nom grec de la vigne et de celui désignant un écrit, ou un dessin : mon ami Polydore propose donc "Ampélogramme", et que le père Noé bénisse du haut des cieux mon audacieuse initiative !

Un ancien maître principal des commandos de Marine, M. Jean Donnio, avait planté sept cents pieds de vigne en son pays breton. N'allez pas croire que c'était un muscadet : il s'agissait d'un hybride réservé à sa propre consommation, et ce vignoble était situé au Quillio dans les Côtes d'Armor (qui en ma tendre enfance s'appelaient encore les Côtes-du-Nord). L'administration des Douanes signifia à notre ancien marin l'obligation d'arracher les cep, en vertu de l'interdiction légale de cultiver de la vigne sans autorisation, même pour la consommation familiale. Heureusement on découvrit que « **l'arrachage n'était pas obligatoire pour les plantations effectuées**

il y a plus de dix ans ». Et notre vigneron breton affirme que la mesure n'est point dans la législation européenne. Aussi invite-t-il les sympathisants de sa cause vineuse à réhabiliter les vins bretons en encourageant l'Association pour le renouveau des vins de Bretagne.

Le vieux vignoble de nos pères

Apparemment nous ne saurions qu'approuver pareille initiative bien française, malgré l'irrévérencieux propos attribué au roi Henri IV ; d'après lui, le vin récolté en Bretagne exigeait pour la dégustation quatre gaillards : le buveur, l'homme qui lui versait le nectar et deux autres encore pour tenir solidement, à bâbord et à tribord, le malheureux soumis à l'épreuve... Mais l'opinion du Béarnais, pour royale qu'elle fût, est une malice sujette à révision cri-

tique. En l'occurrence je ne puis personnellement que mettre en doute la cruauté attribuée par le Vert-Galant au pinard morbihannais : un Bourguignon de naissance ne saurait être féroce pour une vigne d'Armorique. Un homme féru d'humanités se doit de rappeler l'usage pénible mais indispensable du cep de vigne des centurions dans les légions romaines. Et il s'agit d'une plante à maint titre sacrée pour la religion, les arts et les lettres.

« **Tout ce qui est national est nôtre** » avons-nous répété et aimons-nous à dire encore... Je propose avec mon ami Polydore la création du vocable nouveau : "l'ampélogramme" pour un poème, pour une formule héraldique ou un ornement artistique emprunté à la vigne, son feuillage et ses grappes pour l'œuvre d'un peintre, d'un sculpteur ou d'un ébéniste. Je sens que je vais quelque jour encore vous gratifier de quelque autre "ampélogramme" pour honorer le vieux vignoble de nos pères ou ses reviviscences.

JEAN-BAPTISTE MORVAN

OGM

Le projet de loi sur les OGM a été rejeté mardi par l'Assemblée nationale, après l'adoption surprise, à une voix près (136 contre 135) d'une motion de procédure PCF défendue par André Chassaigne, qui entraîne la fin de l'examen du texte. Dès l'annonce du rejet, les anti-OGM, dont certains de nos amis, ont fait entendre leur joie. Il y a lieu de se féliciter du rejet de cette loi qui, comme le signale les familiers du dossier des OGM, ouvrirait la « **porte à la contamination génétique** ». Il est urgent que la loi protège les producteurs contre le monopole des semenciers OGM, tels que Monsanto, les consommateurs contre les risques sanitaires que recèlent les OGM-pesticides par exemple et l'environnement contre les pollutions inter-espèces OGM, ni dans les champs, ni dans nos assiettes !

PRESTIDIGITATION ÉCONOMIQUE

Nicolas Sarkozy s'est dit déterminé à « **aller chercher le point de croissance** » qui manque à la France... pour booster le pouvoir d'achat, déclarant : « **Ce n'est pas foutu**. » On ne se sacrifie pas pour une courbe de croissance, les Français veulent un projet de civilisation... Nous voulons que soient prises toutes les mesures de salut public pour le redressement de la France dans ses libertés... à commencer la première mesure qui la destitution du président... M. Sarkozy, vous avez raison, c'est pas foutu... Mais vous l'êtes !

DÉFENSE

C'est officiel : le « **Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale** » demandé par le chef de l'État républicain, va être incessamment publié, pour être adopté par le conseil des ministres le 11 juin. Il engage la politique de la France pour les quinze ans à venir. Au menu : 6 000 suppressions de postes par an pendant six ou sept ans, d'une trentaine de garnisons et de plus d'une dizaine de régiments d'ici à 2012.

À ce niveau, a déclaré un général, l'armée de terre française ne pourra plus que « **jouer les auxiliaires des Anglo-saxons** ». Mais n'est-ce pas très exactement la mission de Sarkozy ?

FAITS PAS SI DIVERS

À Grasse, le 9 mai, un individu qui, après avoir provoqué une rixe dans une banque lui ayant refusé un retrait, et s'être violemment opposé aux policiers venus l'arrêter, est saisi de malaise, et meurt au cours de ces violences. Une marche silencieuse a été organisée le dimanche pour dénoncer les policiers comme des assassins. Allah yarhmu (Que Dieu l'accueille) proclamaient les pancartes brandies par les femmes du cortège. Le 11 mai, à Clichy-la-Garenne, dans la proche banlieue de Paris, un groupe de malfaiteurs attaquent une bijouterie à main armée. Devant l'intervention policière, ils ouvrent le feu. La riposte des policiers ne tue ni ne blesse personne. Ouf !

La gauche radicale dans les têtes

“Fresh théorie” : comment faire du neuf avec du vieux ? La pensée sub-

Qui sont les théoriciens de l'extrême-gauche à l'heure actuelle ? L'Action française vous offre un petit tour d'horizon.

versive issue du gauchisme soixante-huitard n'a peut-être pas fait florès en France, mais elle a fait le tour des campus aux États-Unis. Les *black studies*, *gender studies*, les *cultural studies* ou encore les *postcolonial studies* qui enseignent, ou plutôt bourrent le crâne de millions d'étudiants chaque année, sont toutes issues d'une réappropriation plus ou moins heureuse des théories de Deleuze, Foucault ou Guattari. Ses disciples contemporains, comme Judith Butler ou Paul Gilroy, ont popularisé la *French theory*, terme un peu fourre-tout qui désigne les différentes sectes structuralistes, freudomarxistes ou lacano-althusseriennes que nos amis américains apprécient beaucoup dans les départements de littérature de Columbia ou Berkeley.

Onfray : Nietzsche à la portée des caniches

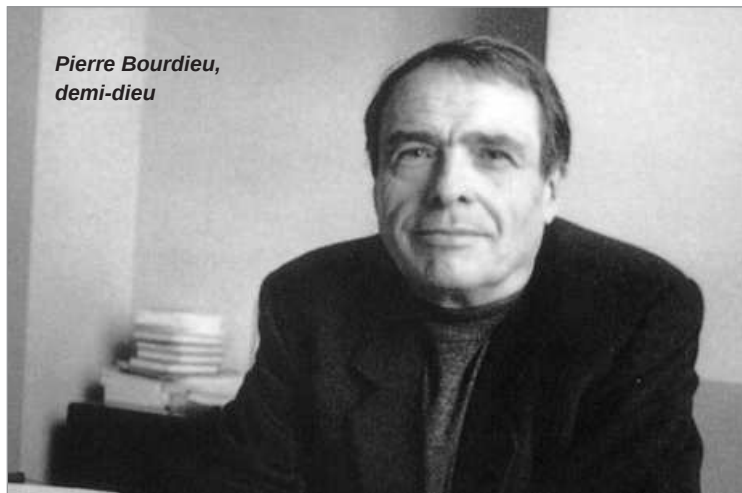
Depuis quelques années, les éditions Leo Scheer cherchent à faire bénéficier le public français de cette manne (?) en publiant de petits volumes intitulés *Fresh théories*, qui regroupent des contributions de "nouveaux philosophes" plus ou moins heureuses, sur des thèmes plus ou moins réchauffés. Parmi eux, François Cusset synthétise en sa personne toute l'ambiguïté et les limites du projet. Mêlant provocation gratuite, culture pop et raccourcis idéologiques, ce prof de sciences-po caricature tellement la pensée critique qu'il prétend faire revivre qu'on en vient à se demander s'il a lu ne serait-ce qu'une demi-page des Bourdieu, Castoriadis ou Derrida qu'il vénère comme autant de demi-dieux.

D'abord enseignant dans un lycée privé, puis démissionnaire d'une Éducation nationale jugée hostile au "véritable" enseignement philosophique, Michel Onfray s'est fait connaître du grand public pour son athéisme militant. L'auteur du *Traité d'athéologie* se définit comme "individualiste libertaire", se réclame de Diogène, d'Epicure, d'Aristippe de Cyrène et cite régulièrement sur *France Culture* Nietzsche ou George Palante. Prenant pour cible principale le supposé rigorisme du christianisme, il lui oppose un hégélianisme de gauche, dont Fabrice Hadjadj a pu exposer récemment la nullité sans trop de difficultés ¹. Dans *La Puissance d'exister*, Onfray explique ainsi que l'hégélianisme suppose le calcul permanent entre plaisirs et déplaisirs possibles dans une situation donnée. Marquant à l'utilita-

risme vulgaire le matérialisme le plus délirant, il en vient à célébrer le vouloir humain contre « **le reste du mammifère qui reste en nous** ». En d'autres termes, la célébration de la chair ne vaut que si elle vous obéit au doigt et à l'œil. Comme le note Hadjadj non sans ironie, « **avant d'avoir droit à l'orgie, il faut être des saints** ». Pour que cette correspondance mécanique entre le corps et l'esprit puisse fonctionner correctement, Onfray n'en appelle pas à l'ascèse ou à la pratique des vertus, mais aux manipulations génétiques... Pour l'idéal libertaire, on repassera. D'ailleurs, la secte raélienne a reconnu en notre illustre philosophe un de ses penseurs phares, au point de lui décerner le titre de « **prêtre honoraire** » ².

Mao and Co

Alain Badiou et Slavoj Zizek apparaissent en tête du *hit parade* des philosophes les plus lus à la gauche de la gauche. Leur secret ?



Pierre Bourdieu, demi-dieu

Un discours radical, voire brutal, qui tranche avec les lieux communs droidlhomistes et humanitaires de leurs petits camarades. Si les deux auteurs partagent une admiration franchement malsaine pour Robespierre, Lénine et les grands mouvements totalitaires chinois et soviétiques, la comparaison s'arrête là : l'un est un paléomarxiste, l'autre un marxiste tendance Groucho.

Alain Badiou, mao en 1968, et toujours aussi stalinien, enseigne encore la philosophie à l'École normale supérieure, après une carrière commencée à l'université de Saint-Denis. Opposé à la mondialisation libérale, à la démocratie parlementaire comme à l'idéologie multiculturelle, il plaide pour un « **in-humanisme formalisé** » censé remplacer l'« **humanisme animal** » qui constituerait le fondement des démocraties contemporaines. Sa philosophie politique se construit comme une curieuse radicalisation de l'idéalisme platonicien marié à un nietzschéisme débarrassé de ses tendances nominalistes. Pousant la fascination philosophique pour la logique mathématique à ses dernières extrémités, Badiou en fait le cœur de son ontologie, tout en cherchant à sauvegarder l'irréductible multiplicité de ses manifestations. Politiquement, il est le fondateur, avec Emmanuel Terray, d'une organisation autonome remarquable par ses efforts théo-

riques pour défendre la politique des Khmers rouges, intervention vietnamienne incluse (!). Organisation aujourd'hui fantomatique, elle survit à coups de communiqués de presse en faveur des sans-papiers.

Slavoj Zizek admire Badiou, mais n'en a pas la culture, ni la profondeur. Docteur en psychanalyse, spécialiste de la subjectivité, mais aussi amateur de cinéma grand public, Zizek devient rustique quand il s'agit d'analyser les grands problèmes contemporains. Dans *Bienvenue dans le désert du réel*, il part de l'interprétation de Badiou sur l'esprit du XX^e siècle, à savoir qu'il aurait été celui de la passion du réel pour en observer son double maudit, la passion du virtuel : « **Si la passion du réel s'achève ainsi dans le pur semblant de l'effet de réel spectaculaire, alors, de manière exactement inverse, la passion post-moderne s'achève, par un retour violent, dans la passion du réel** » ³. Dans sa volonté de reve-

tir de l'univers intellectuel d'un professeur de collège de ZEP. À trop vouloir critiquer le "tout culturel" des penseurs postmodernes, Zizek en vient à faire la même chose, en négligeant les dimensions éco-



Michel Onfray, une impuissante inexistence

nomiques, historiques et politiques de la conduite humaine. Contre la pensée universitaire, son style d'écriture comme ses références cherchent à séduire les adolescents ordinairement plantés devant leur PS2. Résultat : si vous n'avez pas vu *Matrix reloaded*, et que vous préférez Horace à la culture télé, alors passez votre chemin.

Des Brigades rouges à l'altermondialisme le plus blet

Toni Negri, reconverti de l'opéraïsme qui met l'accent sur le concept d'"ouvrier social" et s'oppose à la vieille figure de l'"ouvrier-masse", et de son autonomisme, caution intellectuelle des sinistres Brigades rouges, s'est refait une virginité de gourou dans l'altermondialisme avec les concepts d'empire et de multitude. Recyclage du concept vieilli et rance de l'impérialisme, version marxiste, *Empire*, rédigé avec Michael Hardt, affirme que le centre du capitalisme ne se limite plus aux États-Unis, mais dessine désormais des contours beaucoup plus larges. Ce qui lui permet de dénoncer l'oppression d'une classe dominante sur l'autre, mais sur une échelle beaucoup plus grande. Fidèle à

Marx, il milite pour la modernisation des moyens de production et pour la généralisation du libre-échange. Ce qui l'a poussé en temps utile à militer pour le oui à la Constitution européenne. Au grand plaisir de Cohn-Bendit.

Parmi les élucubrations du duo qui font tomber en pamoison les gauchistes réformistes d'Attac ou des forums sociaux : le revenu garanti, c'est-à-dire un revenu déconnecté de l'emploi, base matérielle d'une citoyenneté mondiale. Ce qui le sépare de la gauche traditionnelle, attachée à l'emploi comme socle de l'organisation sociale, et au plein emploi comme horizon des politiques économiques.

La bête à Bourdieu

Pierre Bourdieu a gagné ses galons de sociologue critique en découvrant que la société se divisait entre "dominants" et "dominés", bref entre riches et pauvres plus ou moins conscients de produire et de se reproduire en classes distinctes. Mais à la logorrhée conventionnelle du marxisme, il en a substitué une bien à lui, centrée sur l'idéologie, rebaptisée pour l'occasion domination symbolique. Le bourgeois ne se contente plus d'asseoir son pouvoir par la propriété, encore faut-il qu'il invente les représentations qui vont avec (les « **habitus de classe** », la « **domination symbolique** »).

Bourdieu et toutes ses bêtes qui pullulent dans l'université nous ont ressorti la figure pathétique de l'intellectuel engagé, version Sartre, qui n'est qu'un chef de secte pour gauchistes en mal de reconnaissance sociale.

ARNAUD NAUDIN
AVEC PIERRE CARVIN

1 – Fabrice Hadjadj : La Profondeur des sexes – Pour une mystique de la chair. *Seuil*, 2008.

2 – « Michel Onfray raélien d'honneur malgré lui », in *Le Monde*, jeudi 16 mars 2006.

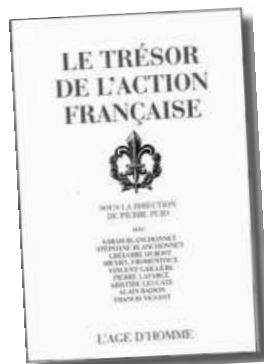
3 – Slavoj Zizek : Bienvenue dans le désert du réel. *Champs Flammarion*, p. 30.

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre Pujo

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée po-

litique de l'Action française en soulignant leur actualité.

À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

Extrême gauche : le futur d'une illusion

La France a le triste privilège d'avoir l'extrême-gauche la plus puissante d'Europe. À chaque élection, elle atteint des scores à deux chiffres, ce qui ne

ou du terrorisme. Ceux qui hier adulaient les Brigades rouges ou les exploits de Mesrine versent aujourd'hui des larmes de crocodiles sur le sort des clandestins ou l'op-

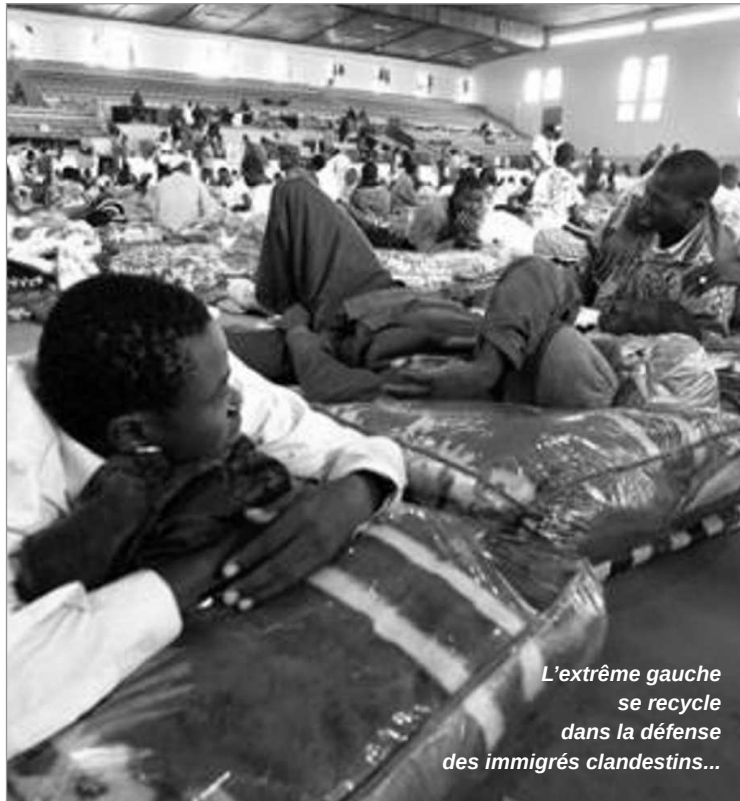
aussi des transsexuels, des meurtriers multirécidivistes et des lesbiennes. Cela se traduit par une acception particulièrement militante du multiculturalisme et du "droit à

La gauche radicale continue de recycler ses vieilles recettes sous de nouveaux emballages, sans atteindre la profondeur critique de la génération qui l'a précédée.

semble pas déranger outre mesure les tenants de l'oligarchie en place. Un début d'explication apparaît quand on constate sa grande emprise dans la culture commune des Français. La gauche radicale est présente – un peu dans le monde politique, mais surtout dans les médias, la presse grand public, l'université, le monde du travail, etc. Elle dispose de relais d'opinion puissants, mais aussi de théoriciens reconnus partout dans le monde qui continuent d'alimenter ses positions dans les débats politiques contemporains.

Transformation de la guerre culturelle

La guerre culturelle qu'elle a initiée au début des années 1970 doit se comprendre comme succédant à la débâcle théorique du marxisme "scientifique" : plus personne, même parmi ses militants les plus bornés, ne croit à la révolution prolétarienne. L'embourgeoisement de la classe ouvrière, la modernisation des moyens de production a à la fois signé l'arrêt de mort du caractère révolutionnaire des "masses laborieuses" et le début d'une nouvelle phase du capitalisme. Les ouvriers ayant trahi, alors il a fallu lui chercher un "substitut" pour sauver l'esprit de la révolution. La "pensée critique" l'a trouvé en faisant la promotion systématique de toutes les marginalités contre la norme. "Déconstruire" l'idée de pouvoir, de politique, l'ordre disciplinaire de la société passait par la glorification de l'homosexualité, du lumpenprolétariat, des actes antisociaux



L'extrême gauche se recycle dans la défense des immigrés clandestins...

pression réelle ou supposée des femmes et des minorités. Comme le note Philippe Raynaud, trois grands enjeux constituent le fond de commerce des ex-cocos ripolinés en nouveaux radicaux.

Altermondialisme

Le premier porte sur la critique sociale de la mondialisation libérale. La mouvance dite "altermondialiste" propose globalement d'opposer à l'actuelle ouverture économique et culturelle fondée sur le libre-échange une ouverture "réellement" respectueuse des besoins et des services de l'ensemble de l'humanité. Elle se subdivise en une frange réformatrice, qui cherche à adapter à échelle mondiale l'agenda politique social-démocrate, une autre régulatrice, qui centre son discours sur la taxation des transactions financières, et une troisième "déglobalisatrice", plus radicale que les deux précédentes. Les deux dernières tendances accueillent naturellement toutes les "lutttes anticapitalistes et anti-impérialistes", regardent avec les yeux de Chimène Cuba et la guérilla au Chiapas, le sous-commandant Marcos, José Bové et Manu Chao.

Politique de la reconnaissance

Le second débat qui agite la gauche radicale est plus philosophique. Les nouveaux mouvements sociaux se doivent, puisque la classe ouvrière n'est plus digne d'être défendue, de promouvoir les intérêts des exclus et des minorités. Protéger les acquis sociaux des métallos n'a plus aucun intérêt, mieux vaut se concentrer sur le droit à la dignité des femmes, des travailleurs immigrés, mais

la différence", qui sous couvert de reconnaître l'altérité comme une dimension irréductible des relations humaines, en vient à instruire le procès de la civilisation et à transformer ses militants en flics de la pensée.

La question coloniale

Le troisième sujet de dispute, plus récent, mais promis à un grand avenir, concerne la question coloniale. En posant qu'il existerait une continuité entre la colonisation et les grandes exterminations du XX^e siècle, les nouveaux idéologues de l'anticolonialisme cherchent à démontrer qu'entre idéologie nazie et colonialisme n'existe qu'une différence de degré. Si, historiquement, tout cela ne tient pas debout, politiquement, la question canalise le ressentiment de ses victimes réelles ou imaginaires contre la France, accusée explicitement de génocide. Cette histoire revisitée procure à une multitude d'associations, de groupes d'intérêts explicitement ethnistes (les indigènes de la République, COFFAD, Collectif DOM) ou immigrationnistes (MIB) une justification idéologique que l'antiracisme des années 1980 ne fournit plus.

La gauche radicale continue de recycler ses vieilles recettes sous de nouveaux emballages, sans atteindre la profondeur critique de la génération qui l'a précédée. Sans doute faut-il se réjouir de sa disparition, mais son acte de décès survient de concert avec le triomphe de l'idéologie démocratique. La seule alternative qui reste à construire se situe dorénavant du côté du nationalisme intégral.

PIERRE CARVIN

Autour de la politique religieuse

■ On a vu, en ces dernières années, se répandre chez trop de nos catholiques, un singulier état d'esprit ; il consiste à tenir le christianisme pour une panacée politico-sociale, capable de remédier par elle-même à tous les maux politiques. Rien de plus fallacieux et de plus illusoire, si l'on songe que la diffusion du christianisme n'a pas suffi à tout arranger dans la société. C'est risquer de le compromettre que d'en attendre des réalisations parfaites dans un ordre politique et terrestre qui n'est pas sa fin propre.

Mais cet apparent optimisme religieux ne cache-t-il pas une sorte de renoncement à agir dans le monde, par impuissance à en résoudre les difficultés ? Car cette postulation mes-

sianique d'une cité parfaite, dont tous les citoyens seraient des saints, s'accommoderait fort bien d'un pessimisme catastrophique à l'endroit de la cité présente, que l'on renonce du même coup à organiser et qu'on abandonne « au processus de corruption » qui la travaille. Faudra-t-il donc attendre la conversion de tous les citoyens pour rétablir l'ordre dans la rue, l'honnêteté dans la vie publique, la responsabilité dans les corps de l'État ? Un tel absolutisme politico-religieux mène pratiquement à une sorte d'indifférentisme civique qui fait de ceux qui s'en réclament de véritables émigrés de l'intérieur.

HENRI MASSIS
Les idées restent
Lyon, Lardanchet, 1941

Si ces lignes étaient signées Charles Maurras, on crierait au naturalisme, mais elles sortent de la plume d'un écrivain catholique, qui, après *L'Enquête d'Agathon* avec Alfred de Tarde, a écrit sur Ernest Psichari et Jacques Rivière, qui a composé deux séries de *Jugements* (Renan, Barrès, Gide etc.), défendu le



Henri Massis

thomisme avec Maritain, avant de se séparer de lui après 1926, quand Rome crut bon de condamner l'Action française, condamnation fort provisoire levée par Pie XII dès 1939. Henri Massis était rédacteur en chef de la *Revue Universelle* que dirigeait Jacques Bainville. Sa *Défense de l'Occident* révèle parfois des accents prophétiques. Henri Massis a rassemblé dans *Les idées restent* des pages sur l'art, la littérature, la morale, la politique et l'histoire « non pas comme une anthropologie, mais comme une somme des réalités essentielles éparses dans ses livres ».

"Indifférentisme"

Nous relèverons quelques expressions : « panacée politico-sociale » marque déjà une réserve ; le christianisme est présenté comme le remède miracle de guérisseurs qui ne sont pas des médecins. « C'est risquer de le compromettre » souligne une réserve encore plus grande. La religion en tant que telle ne doit pas être impliquée dans les luttes de la cité qui ne sont point « sa fin propre ».

Henri Massis parle ensuite de « postulation messianique » : nous risquons de sortir de l'ordre politique et naturel pour entrer dans une sorte de "sens de l'histoire" que le catholicisme traditionnel a toujours rejeté. « La conversion de tous les citoyens » pour « l'ordre dans la rue » relève d'une utopie moralisatrice. L'ordre dans la rue se situe avant la cité de Dieu.

Mais que deviennent nos catholiques entraînés dans cette nébuleuse ? Ils vont tomber dans un « absolutisme politico-religieux », la pire des attitudes politiques qui les mènera à un « indifférentisme civique ». Ils deviendront naïvement les complices du désordre et de l'erreur puisqu'ils ne prendront pas parti pour ceux qui ont politiquement raison. Qui se résigne à voir la France en république travailler en fait pour le désordre qui est l'anarchie dans les têtes avant même de l'être dans l'État.

Lisons le *De Regno* de saint Thomas, nous avons un exposé de politique naturelle. *La Politique tirée de l'Écriture sainte* de Bossuet ne se réfère pas non plus à l'enseignement de l'Évangile, elle induit des préceptes politiques de l'histoire du peuple hébreu dans l'Ancien Testament à la lumière des principes d'Aristote et de saint Thomas.

L'épanouissement spirituel de l'homme suppose l'ordre dans la cité, mais il ne le fonde pas. "Politique d'abord."

GÉRARD BAUDIN

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Badiou (Alain) : *Le Siècle*, Seuil, 2005.
- Badiou (Alain) : *Abrégé de métapolitique*, Seuil, 19928 8.
- Badiou (Alain) : *De quoi Sarkozy est-il le nom ?*, Nouvelles éditions Lignes, 2007.
- Raynaud (Philippe) : *L'Extrême Gauche plurielle*, Autrement, 2004.



REVUE DES REVUES

La livraison de mai-juin 2008 de la NRH (Nouvelle Revue d'histoire, n° 36) présente un dossier approfondi sur la révolution, sinon politique, du moins « morale » de 1968 sous le titre Mai 68 :



les enfants du gaullisme. La présentation de Dominique Venner, son directeur, spécialiste du Général, en justifie la problématique en commençant par la situer historiquement : « Dix années seulement séparent mai 58 et mai 68, deux événements de signification radicalement opposée. Le premier s'est déroulé sous une débauche de drapeaux tricolores et d'effervescence patriotique. Le second sous une marée de drapeaux rouges et de tumulte révolutionnaire. Dans les deux cas, une fraction de la jeunesse fut l'un des acteurs décisifs. Mais, en dix ans, elle avait changé de visage, passant du bérêt de parachutiste à la tignasse gauchiste. » Et c'est là qu'interviendrait De Gaulle : « Le général De Gaulle était revenu à la faveur du premier événement. Il l'avait utilisé sans l'avoir créé. En revanche, l'événement de mai 1968, survenant après dix années, était à bien des égards son enfant, un enfant adultérin dans lequel il ne pouvait se reconnaître, mais qui lui devait beaucoup. Le basculement de la France et de sa jeunesse du drapeau tricolore au drapeau rouge sous le régime du Général, voilà un des incroyables paradoxes sur lesquels les historiens auraient dû s'interroger. » Venner analyse la responsabilité du Général, qui tiendrait pour l'essentiel au climat de guerre civile qu'il réinstaura en marginalisant la droite véritable.

Le numéro comprend également un entretien avec Julien Hervier, l'interprète de Jünger, et une autre de François Jullien, le sinologue helléniste, tournant notamment autour de la question de la détermination de la pensée par la langue et de la notion d'universalité « qui s'est figée en France en une idéologie des "valeurs universelles" » ruineuse, et doit être « repensée » sans être pour autant abandonnée.

F.V.

1968 : j'affronte les "Katangais" à la Sorbonne

L'anniversaire des "troubles" de mai 1968 suscite, en particulier chez certains nostalgiques, une fièvre de commémoration. Ainsi, un volume de plus de huit cents pages, *Une histoire collective*, dirigée par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, rassemble les articles de cinquante-

ainsi que l'ont souligné les formules gauchistes du père Michel de Certeau, jésuite d'opinions "avancées", elle constitue un enjeu, pour le moins symbolique.

Sur cette occupation de la Sorbonne, l'ouvrage manque de témoignages et d'analyses sérieuses. Nous ne pouvons que

impassibles des CRS, massés au carrefour de la rue Cujas et de la faculté de droit.

Nous nous sommes abstenus de participer aux séances de verbiage des "assemblées générales". Mais nous nous sentions solidaires, non seulement de nos collègues, mais aussi de beaucoup

gagement dans les luttes politiques. Il semble être le fruit d'une expérience vécue. En tout cas, il montre comment, sous l'influence de certains ecclésiastiques, de nombreux jeunes se sont éloignés de l'Église en "entrant en politique". Ils vivent désormais un engagement sécularisé, soit dans un « PS rénové », soit en investissant « les nouveaux mouvements sociaux et les associations servant des causes spécifiques ». Ils sont devenus des « militants d'origine chrétienne ».

D'autre part, je voudrais souligner un excellent portrait, dû à M. Artières, du père François Ponceau, prêtre des Missions étrangères de Paris, qui fut le premier à alerter « les pays occidentaux du génocide que Pol Pot était en train de perpétrer », « alors que Jean Lacouture, chargé du Cambodge par Le Monde, voyait dans l'arrivée de ce personnage une libération anti-impérialiste ».

Enfin, des étudiants d'aujourd'hui, armés d'un solide esprit critique et d'un minimum de connaissances en histoire contemporaine, pourront tirer de ce gros volume et des événements qu'il rapporte, certaines leçons. Ils pourront en particulier vérifier l'exactitude des analyses de Vilfredo Pareto, qui distingue dans tout mouvement social trois catégories de participants : ceux qui y croient vraiment et qui sont très minoritaires (ainsi les défenseurs fanatiques du Larzac et de l'usine coopérative LIP) ; une masse fluctuante qui suit et vit d'illusions contradictoires ; enfin ceux qui l'utilisent à des fins personnelles et dont M. Cohn-Bendit est, sans doute, l'exemple le plus représentatif.

RENÉ PILLORGET

* Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel : 68 – Une histoire collective (1962-1981). Paris, La découverte, 2008, 848 pages.

¹ Jean de Viguerie : Trois semaines vécues à la Sorbonne, mai-juin 1968. Centres d'Études politiques et civiques. (Les dossiers du CEPEC, n° 23).

² À ce sujet, cf. Philippe Alexandre : L'Élysée en péril, les coulisses de Mai 1968. (Fayard, 2008).

"Nous les convainquons de ne pas jeter au feu les collections de l'Institut d'études politiques."

neuf autres auteurs. Ils ont voulu produire un tableau le plus complet et le plus clair possible des événements de mai-juin 1968, en les inscrivant dans une « séquence historique longue », étendue de la perte de l'Algérie à l'arrivée de la gauche au pouvoir (1961-1981), les auteurs ne se référant pas seulement à la France, mais aussi à une multitude d'événements survenus ailleurs, notamment hors d'Europe.

Par le nombre des collaborateurs, universitaires pour la plupart, par les importantes bibliographies, les index et les chronologies détaillées, l'équipe dirigeante a voulu conférer à ce volume un caractère scientifique, avec l'espoir, sans doute, de le rendre "incontournable" pour les générations futures d'étudiants en histoire.

Les nuits de la Sorbonne

Or beaucoup de ces articles reflètent beaucoup moins une volonté de recherche objective qu'une vision actuelle de ce passé relativement récent. Par ailleurs, ne l'oublions pas, la crise, à l'origine, est universitaire. Elle s'ouvre le 8 janvier 1968 avec l'interpellation publique du ministre François Missoffe par Daniel Cohn-Bendit à la faculté de Nanterre sur la liberté et la sexualité étudiantes. Puis, le même personnage prend la tête d'un mouvement du 22 mars, et, au début de mai, cette extrême gauche étudiante fait porter son effort sur la Sorbonne. Car,



Katangais

Juin 1968 : un gang de jeunes sous-prolétaires armés s'incruste à la Sorbonne...

renvoyer les auteurs à un article de Jean de Viguerie, assistant de recherches auprès du professeur Roland Mousnier. Celui-ci fut le seul professeur titulaire qui passa en Sorbonne la nuit du 24 au 25 mai. Le témoignage et l'analyse de Jean de Viguerie qui sont le fruit de son expérience personnelle, ont été publiés, et il serait souhaitable qu'ils le soient de nouveau ¹.

Moi-même, assistant à la faculté des Lettres, je me trouvais également aux côtés de Viguerie, la nuit du 10 au 11 juin, celle « des enrégés et des groupements révolutionnaires extrémistes », au cours de laquelle le tocsin sonna, au "clocher" de la Sorbonne, entre 2 et 4 heures du matin. Nuit au cours de laquelle nous avons réussi à convaincre les "Katangais" (des marginaux à la solde de l'UNEF ?) de ne pas jeter au feu, du troisième étage de la rue Saint-Jacques, les livres et les collections de l'Institut d'Études africaines, mais seulement des tables et des chaises, sous les regards

d'étudiants, d'appartenance diverse, qui ne cessèrent – y compris les communistes militants – de nous témoigner beaucoup de sympathie.

Ces nuits et ces journées n'en furent pas moins pénibles. Toutefois ayant vécu à Alger, jusqu'à la fin juin 1962, les derniers jours de l'Algérie française, les "événements" de mai 1968 m'apparaissent comme dérisoires, sinon ridicules, en comparaison de ce que j'avais connu. Et le livre, le "pavé" de M. Artières et de M^{me} Zancarini-Fournel n'ont guère fait varier mon opinion. Nous n'avons pas exclu la possibilité d'une intervention de l'armée, mais nous n'avons pas cru à celle d'une guerre civile ².

Les "cathos de gauche"

Je ne voudrais pas terminer sans souligner deux mérites de ce gros volume. D'une part, l'article de M^{me} Sabine Rousseau sur les "cathos de gauche", et leur en-

Quatorze tsars

Qui aurait pu penser, il y a quinze ans seulement, qu'un président de la Russie s'inclinerait un jour devant les restes de la famille impériale massacrée, et qui plus est, à Saint-Petersbourg ayant retrouvé son nom ? C'est pourtant ce qui est arrivé le 17 juillet 1998.

Avec La Saga des Romanov, Jean des Cars dresse le portrait de l'ensemble des souverains ayant constitué cette dynastie. Si certains d'entre eux comme Pierre le Grand ou Catherine II sont cé-

lèbres, d'autres deviennent avec cet ouvrage plus familiers au public occidental. Elisabeth Petrovna, par exemple qui, fait exceptionnel au XVII^e siècle, était opposée à la peine de mort. Aucune exécution n'eut lieu sous son règne.

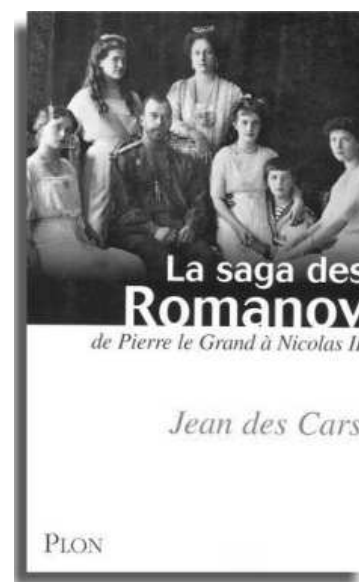
Fils de la Grande Catherine, Paul 1^{er}, perturbé mentalement comme son père, fut l'exacte contraire de sa mère et interdit l'accession des femmes au pouvoir, ce qui a probablement joué dans la tragédie de la fin des Romanov.

Alexandre 1^{er} est également un souverain intéressant. Ses troupes occupèrent Paris lorsque Napoléon fut vaincu par la coalition européenne.

Quatorze impératrices et empereurs défilent sous nos yeux, et avec eux, une page essentielle de l'histoire de la Russie. Un livre passionnant !

RENAUD DOURGES

* Jean des Cars : La Saga des Romanov. Plon, 358 pages, 22 euros.



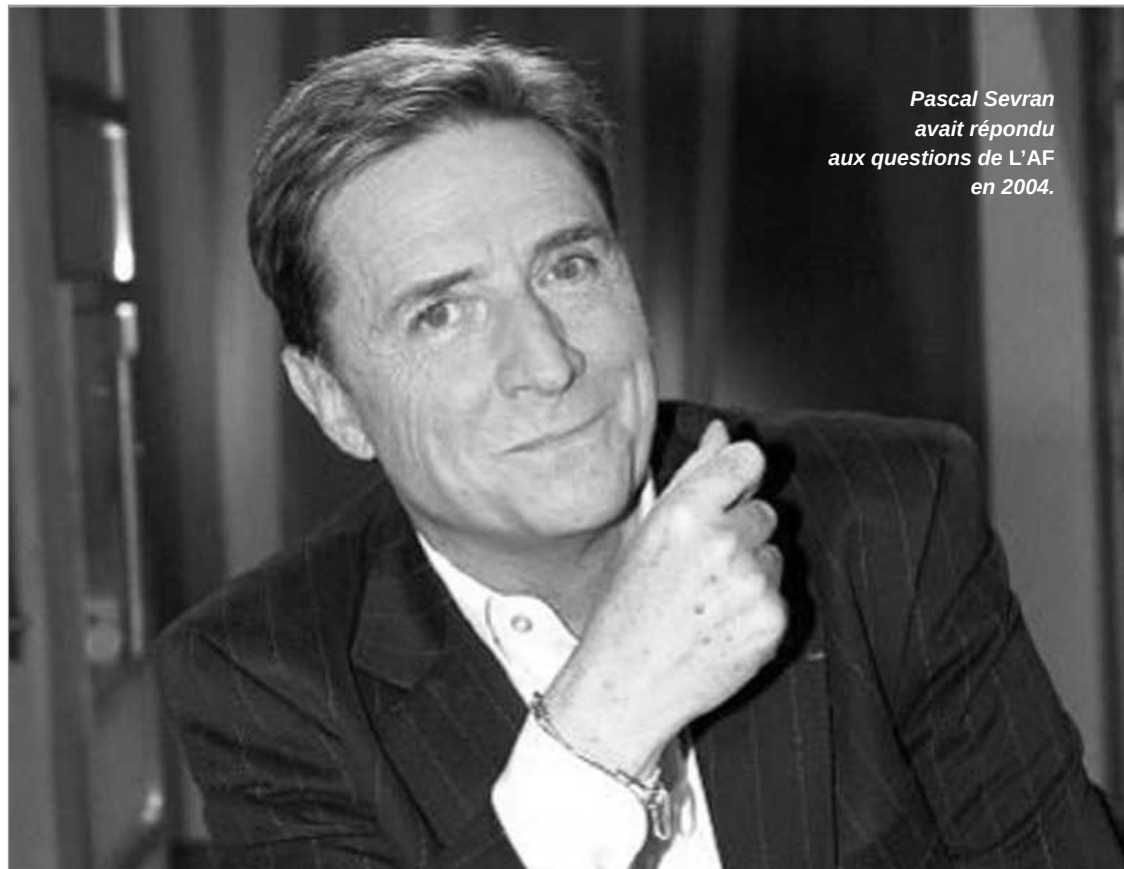
Mort aux honnêtes !

■ **Le sympathique animateur de télévision Pascal Sevrان, qui vient de mourir, n'était pas un inconnu pour L'Action Française. En 2004, il avait, avec beaucoup de gentillesse, accepté de répondre à l'enquête de Sébastien de Kererro, menée dans L'Action Française 2000 sur la question : « Qu'évoque pour vous la possibilité d'un retour du roi de France ? », et ses propos furent publiés dans le numéro du 15 janvier.**

Ses réponses montraient un véritable amour de la France, sa France, qu'il limitait outrageusement par esprit de provocation et qui n'est évidemment la nôtre que par symbole. Elles montraient aussi un bon sens exemplaire, une grande sensibilité, avec des formules qui font vraiment mouche, et un humour toujours affleurant. On trouvera ci-dessous l'essentiel de son texte de 2004, d'un intérêt et d'une actualité renouvelés.

L'Action française est attristée par la mort de cet homme de coeur et d'intelligence. Notre ami Paul-Marie Coûteaux, député français au parlement européen, a bien voulu nous autoriser à reproduire le texte qu'en hommage à Pascal Sevrان, il vient de publier dans le numéro 46 de la Lettre de l'indépendance. Qu'il en soit remercié. !

Je l'ai vu rire, Dieu comme il savait rire ! Je l'ai vu se mettre en colère ; je l'ai vu s'émerveiller (un certain 29 mai, devant la victoire du *Non*, par exemple) ; je l'ai vu s'amuser ; je l'ai vu recevoir dans son appartement de l'île Saint-Louis lors des fameux lundis soirs ; je l'ai vu accaparé par ses admirateurs, et toujours charmant ; je l'ai vu entouré d'une escouade de pompiers n'hésitant pas à barrer une rue en laissant en plan leur gros camion rouge pour venir l'embrasser ("J'ai toujours eu beaucoup de succès avec les pompiers") ; je l'ai vu s'exaspérer parce que je ne rappelais pas ("quel téléphoneur"!) ; je l'ai vu chanter, les yeux brillants, la Chanson française majuscule, et je l'ai vu aussi chanter la France, par exemple sur Radio Courtoisie où il fit l'une de ses dernières apparitions publiques. Et je l'ai vu aussi souffrir ; je l'ai vu maudire le sort, maudire l'âpreté de notre temps terroriste, maudire les scélérats qui l'ont traîné dans la boue, des semaines durant, pour deux ou trois phrases anodines, et surtout parce qu'il était un dissident – un dissident célèbre, ce que le Système ne saurait supporter ; je l'ai vu tenter de passer outre la longue suite de



Pascal Sevrان avait répondu aux questions de L'AF en 2004.

nuits blanches auxquelles le condamnaient semaine après semaine les vagues de l'insulte et de la calomnie, je l'ai vu tenter de reprendre pied en dégustant d'immenses plateaux de

fruits de mer et se dire qu'un jour peut-être il surmonterait l'épreuve...

Puis je ne l'ai plus vu, parce qu'à l'injustice s'est ajoutée la maladie et qu'alors il voulut être

seul. La maladie ? Oui, celle qui vint, aussitôt, de l'Infamie – en droite ligne, dure comme une dague, imparable parce qu'un honnête homme ne peut pas supporter l'injustice, et qu'il en tombe,

exactement, malade. Nous ne pensions pas toujours la même chose, mais toujours nous *sensions* de ma même manière ; et quand les associations de la bien-pensance, au premier rang desquelles je ne peux pas ne pas citer ici l'odieux CRAN (conseil représentatif des associations noires de France) qui s'acharna sur lui en décembre 2006 parce qu'il avait osé, en juillet 2005, distinguer noir et blanc, j'ai ressenti comme lui ce que pouvait être dans le temps que nous vivons la diffamation, l'insulte publique, et j'ai souffert avec lui. "Mort aux Honnêtes !" dit le maître de Santiago de Montherlant : Pascal Sevrان pour son malheur était un homme honnête, de cette honnêteté profonde qui ne supporte pas l'infamie systématique et l'insulte automatique, automatique comme un revolver. Un brigand n'a cure qu'on le juge malhonnête. Il était tout le contraire du brigand, il était droit comme un i, clair comme le ciel, franc comme la vérité ; cet homme si aimable ne savait pas ce que c'était que de ne pas être aimé. Il venait d'avoir soixante ans ; il n'est pas mort de maladie, il est mort assassiné.

PAUL-MARIE COÛTEAUX

Le roi... pourquoi pas ?

UN ENTRETIEN AVEC PASCAL SEVRAN



L'ACTION FRANÇAISE 2000 – Pascal Sevrان, qu'évoque pour vous la possibilité d'un retour du roi de France ?

PASCAL SEVRAN – Tout d'abord, je m'attacherai à ce beau mot de France, il est pour moi mon pays, une culture, des arbres, des bois... Ces beaux arbres au centre de la France, comme à Limoges où est né mon père. La France, un aspect de la France, c'est Versailles, mais c'est aussi une photo de Robert Doisneau, une chanson de Charles Trenet. C'est tout ce qui est au-dessus de la Loire. Après, c'est l'étranger. La France, c'est d'abord l'île-de-France, avec en son coeur l'île Saint-Louis.

L'AF 2000 – Pourquoi l'île Saint-Louis ?

P.S. – C'est la vie, j'y habite, il se trouve que j'y ai un appartement. Pour répondre à votre principale question je dirai que j'ai voté pour

François Mitterrand parce qu'il y avait chez lui un côté monarchique. Dans l'état où nous étions, il n'y avait qu'un roi pour lui succéder. Lorsque je disais cela, il y avait un peu d'insolence dans mon propos et beaucoup de vérité. Néanmoins, maintenant, je crois que la démocratie a montré ses limites. Etre royaliste, c'est être un doux rêveur. Nous serons morts tous les deux lorsqu'un roi reviendra en France. Pourtant les modèles espagnol, anglais, montrent que tout cela ne serait pas mal. En effet, le retour de la monarchie ne me scandaliserait pas et me plairait plutôt. Les Français adorent la monarchie, ils ne s'occupent que de cela. Les sans-culottes passent leur vie dans la chambre de Louis XIV. Les Français ont la nostalgie de la monarchie. Si vous faites circuler une pétition en faveur du retour du roi, je veux bien la signer.

L'AF 2000 – Vous qui étiez ami de François Mitterrand, avec qui vous partagiez des lectures d'autant de sa jeunesse "Croix de feu", vous a-t-il jamais, lors d'entretiens privés, évoqué l'éventualité d'un avenir monarchique ?

P.S. – François Mitterrand n'était pas pour le retour du roi, puisqu'il était le monarque [...]

PROPOS
RECUEILLIS PAR
SÉBASTIEN DE KERERRO



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | | | |
|--|-------|---|-------|
| 1. Premier abonnement France (un an) | 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) | 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) | 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) | 45 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) | 125 € | 7. Outre-mer (un an) | 135 € |
| 4. Abonnement de six mois | 70 € | 8. Étranger (un an) | 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Tél. Courriel

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

Plus ou moins morts à Paris XIII^e

Une vieille connaissance assassinée... Sous le même prétexte, cinquante ans après Léo Malet (*Brouillard au pont de Tolbiac*, 1956), Jacques-Pierre Amette (Goncourt 2003) en-

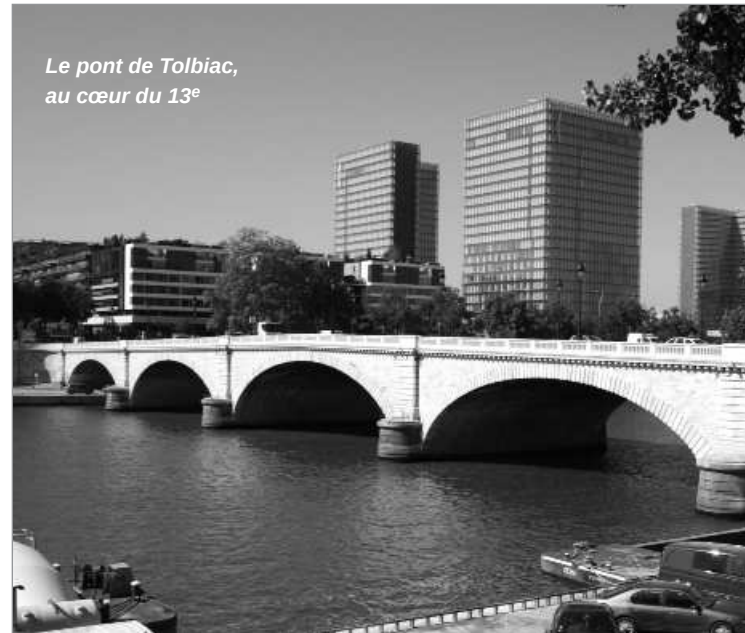
Le 13^e, en 2008, c'est d'abord "Chinatown", le principal quartier chinois de Paris...

voie un flic inspecter le 13^e arrondissement de Paris. Son rapport s'intitule *Le Lac d'or*. Du nom d'un boui-boui chinetoque de l'avenue des Gobelins. Car le 13^e, en 2008, c'est d'abord "Chinatown", le principal quartier chinois de Paris. Malet, tourné franchement fad dans ses vieux jours, y situait un nid d'anarchistes qu'il avait bien connu dans les années vingt. Amette y découvre un nid de terroristes... birmans.

« C'est un sale quartier, un foutu coin [...]. Il ressemble aux autres, comme ça, et il a bien changé depuis mon temps, on dirait que ça s'est amélioré, mais c'est son climat. Pas partout, mais dans certaines rues, certains endroits, on y respire

un sale air », écrit Malet en 1956. En 2008, Amette nous conduit « rue Jean-Anouilh, tu sais, le nouveau quartier sinistre près de la bibliothèque François-Mitterrand ». Et aussitôt une rive-

mômes qui sortent de l'école !... Ici, on a peur, peur, peur ! Un jour, on va être cramé, ébouillanté par ces jeunes qui foutent rien !... Ça va s'embraser un jour, vous allez voir ! »



Le pont de Tolbiac, au cœur du 13^e

raine éructe : « Mais tous les soirs, cette rue, monsieur le policier, c'est la grande bamboula des petits voyous, des petits caïds caillaient mon chat, quand ça caillasse pas les

Toutefois, l'inspecteur Barbey (d'Aurevilly ?), délégué d'Amette, a peu à voir avec Nestor Burma, sublimation de Malet, détective encore jeune, encore un peu anar. C'est un policier au bout du rou-

leau, bien imprégné, bien déprimé. Daniel Auteuil in "MR 73", du flic renégat Olivier Marchal. C'est bien simple, il se croit encore inspecteur. Il ne sait pas qu'il est passé "lieutenant" depuis plus de dix ans. Il merdoie son enquête comme il n'est pas permis. Son partenaire Ferragus (de Balzac ?) la lui confisque pour le déconsidérer auprès de leur hiérarchie. Son dernier ami le trahit, la retraite est en vue, sa dernière amante n'est qu'une pute assassinée, la coupable est blanche, la rue Clisson est totalement pourrie...

Barbey se barbe à Paris 13^e. Dès qu'il peut, il file en Bretagne, ou bien à Granville, dans la Manche.

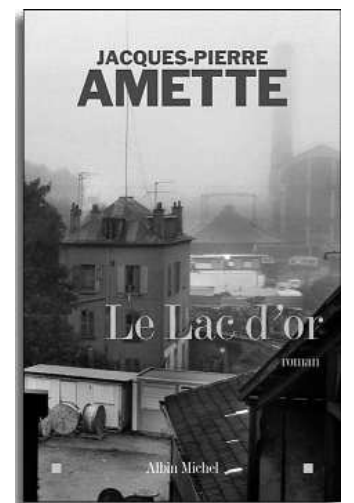
Les gros médias, au signal de son éditeur, comparent Amette à Simenon, plutôt qu'à Malet. C'est juste, mais le Belge n'a pas le monopole de la grisaille ni du désespoir « que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître », qui ne peut se comparer à leur heureuse mélancolie.

Un dernier détail : il se trouve qu'Amette – après avoir été viré encore plus vite que moi du lycée Malherbe de Caen, dans les années soixante – est aujourd'hui mon voisin, dans le 13^e, bien sûr.

Je le croise ce soir et il me fait part du grand deuil qu'il mène pour son copain Frédéric Fajardie, auteur de policiers réputé de gauche, qui vient de mourir. Et ce qu'il me dit de sa vraie personnalité, je ne peux malheureusement pas le répéter... Mais je me demande tout de même si la grande et noble gauche intello est autre chose qu'une mangeoire.

PATRICK GOFMAN

* Jacques-Pierre Amette : *Le Lac d'or*, Albin Michel, 164 p. 15 euros.



Voyage au pays des tsars

Du 20 au 27 septembre 2008, l'association Le Monde de l'Art et des Lettres organise un voyage à Saint-Petersbourg, sur les pas des Romanov, de Pierre le Grand à Nicolas II.

Créée il y a trois siècles par Pierre le Grand, Saint-Petersbourg a été magnifiquement restaurée pour les fêtes du tricentenaire de l'année 2003, et n'a cessé depuis de retrouver ses couleurs et de se moderniser.

Au programme des visites, la Forteresse Pierre et Paul, nécropole des Romanov, le Palais impérial et l'Ermitage, le Musée russe, les églises Notre-Dame de Kazan, St-Nicolas des Marins, ND de Kazan, la Laure Alexandre Nevsky etc. et, à l'extérieur de la ville, les parcs, jardins et palais Catherine à Tsarskoïe Selo, Peterhof, le "Versailles de la mer".

Nombre de places limité. Tel : Jean-Bernard CAHOURS d'ASPRY, 06 10 20 74 94.

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ? Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

Bulletin d'abonnement en page 11

La vie sur terre

La Vie sur Terre. Réflexions sur le peu d'avenir que contient le temps où nous sommes. Le titre de l'ouvrage est vague, le sous-titre l'est moins ; cela rend bien compte de notre

L'économie planétaire livrera à elles-mêmes des populations désemparées, malhabiles, ignorantes, abruties et craintives.

monde. Un nouveau livre dans *L'Action Française 2000* ? Une nouvelle réflexion plutôt. Le titre est nécessairement vague, le sous-titre est – l'envie nous prend de lâcher le mot – total : il s'agit de nos vies, de notre monde, de sa pérennité. Vague, le titre est aussi trompeur, et s'il est presque faux c'est que le faux est devenu notre mode d'être, et que le vrai n'en n'est plus qu'un moment. Ce livre compte au nombre de la haute littérature de la fin du siècle des charniers, c'est un grand remède car il dénonce les plus grands maux.

C'est le monde qui a changé. L'espoir n'est plus de mise. Tout a déjà eu lieu, entendons la catastrophe. N'ayez plus foi en l'avenir, le passé n'existe plus. Pourtant il est notre seul bien, il était notre seul bien... Le présent per-

manent toujours renouvelé a aboli le passé, fermant la porte à l'avenir : plus de temps, donc plus d'espoir. Baudouin de Bodinat, nous redonne la mesure, nous ramène au temps : le temps passe véritablement lorsque nous le lisons et nous sommes devant la description de notre temps comme monde-qui-n'est-presque-plus-monde. « Ce monde n'est pas à respecter puisqu'il ne respecte plus rien. On peut cracher dessus en toute tranquillité » (Guido Ceronetti, *La Patience du brûlé*, in *La Vie sur Terre*, tome second, p.9). Il ne se soucie de rien car sa révolution est permanente, l'économie y est maîtresse. La loi de la maison a vaincu le politique, lui qui fait le bien de tous, qui se préoccupe de faire des hommes sachant se gouverner en une société décente, chacun selon son ordre, selon l'ordre général, le cosmos.

« Il n'y a rien par où commencer ni finir ; le règne universel de l'économie est semblable à une sphère infiniment close sur elle-même : la périphérie en est partout et le centre nulle part », « il n'existe aucun dehors d'où la considérer, etc. »

La Vie sur Terre n'est ainsi plus ni vie réclamant un début et une fin, ni sur Terre réclamant des lieux et un centre. Les limites ne sont plus assignables, la pensée est réduite au slogan, « la vie, la vraie ! ». Ils ne mentent même pas, ce monde est le leur, leur mensonge est devenu réalité. La

catastrophe est derrière nous. L'avenir n'a plus de limites que celles de la technique, le JT de 20 heures est l'horizon toujours semblable à lui-même et anecdotique. Les jours ne passent plus, ne parle-t-on pas d'indifférencier le dimanche ?



Une vie décente sur terre est-elle encore possible ?

Tout est identique, tous sont égaux ; tout est bien, voilà la liberté ! « Si être libre c'est de vivre à sa guise, et si cette société me plaît après tout comme elle est, où est le problème ? » Platon évoquait la société des porcs, celle des marchands. Nos contemporains se complaisent dans la fange et ça leur est fort agréable. Il y fait chaud et ça sent fort, mais ils sont libres. Et qu'en pense l'auteur ? « Cette économie planétaire de croissance fi-

nira un jour nécessairement comme tous les empires totalitaires qui l'ont précédée dans l'histoire : elle s'effondrera aussi totalement qu'elle aura régné. Mais c'est à l'échelle du globe entier qu'elle livrera cette fois tout à coup à elles-mêmes des populations désemparées, malhabiles, ignorantes, abruties et craintives ; et davantage qu'elle durera encore ; sans agriculture parmi une nature épuisée et rétive, parmi des infrastructures à l'abandon. » Et puisque son destin n'est que de détruire, « ne sera-t-elle elle-même qu'une Ile de Pâques tournoyant dans l'infini. » Ce monde se refuse à durer, il lutte contre la permanence de l'être en soi, c'est-à-dire la vie. Cannibale, il vit de destructions qu'il qualifie de « créatrices ». L'œuvre y est possible malgré tout ; ce livre n'en est-il pas l'illustration ?

Notre lot est d'être ici et maintenant, or même la fuite est recyclée par le Système honni, notre espoir n'est donc pas d'ici. Nous avons mis notre espoir dans la possibilité d'un monde à venir qui serait à la fois un retour et une nouveauté. Nous espérons que l'espoir est permis.

Nous sommes désespérés mais nous sommes pleins d'espérance.

ALEXANDRE APREVAL

* Baudouin de Bodinat : *La Vie sur Terre*. Éditions de l'Encyclopédie des nuisances.

Elles ont sauvé la France

Yolande d'Aragon est-elle figure aussi méconnue que l'affirme Gérard de Senneville, son dernier biographe ? Du grand public, peut-être, mais les

Dans la fresque de la guerre de Cent ans, aux côté de Jeanne d'Arc et Isabeau de Bavière, une autre figure féminine tient un rôle de premier plan : Yolande d'Aragon.

connaissances historiques de nos contemporains sont tellement diminuées qu'il n'y aurait pas motif à s'en étonner ; des historiens, certes pas, qui la regardent comme le personnage clef du XV^e siècle français et n'hésitent pas, à l'instar de Philippe Erlanger, à voir en elle l'inventrice de Jeanne d'Arc et la conseillère occulte qui fit, du dauphin de Bourges, Charles le Victorieux.

Au vrai, rien ne prédisposait cette princesse mi-espagnole mi-barroise à tenir la place prédominante qui fut la sienne ; même, elle tenta de s'opposer à l'union qui décida de son destin en refusant, ce qu'elle fit constater devant des hommes de loi, d'épouser Louis II d'Anjou. Elle avait onze ans et pareille rébellion n'était pas dans les usages des filles de son temps, fussent-elles de race royale. Yolande tenait la maison d'Anjou, prétendante au royaume de Sicile et au contrôle de la Méditerranée,

pour l'ennemie héréditaire de sa propre lignée. Le mariage se fit, avec huit ans de retard, et s'avéra heureux. Cependant, Yolande, devenue reine d'une Sicile fantasmagorique, duchesse d'Anjou, comtesse du Maine et de Provence, mesura vite les limites de son époux ; obsédé de ses prétentions italiennes, Louis en oubliait qu'il était d'abord prince français et, à ce titre, appelé à un rôle modérateur dans la querelle opposant, avec une violence croissante, partisans du duc de Bourgogne et du duc d'Orléans autour d'un roi frappé de folie...

Ce fut Yolande qui lui fit comprendre où était son devoir, Yolande qui, jusqu'au bout, tenta d'empêcher l'éclatement de la guerre civile entre Armagnacs et Bourguignons, Yolande enfin qui, en négociant le mariage de sa fille aînée, Marie, avec le comte de Ponthieu, dernier-né de Charles VI et d'Isabeau de Bavière, décida de l'avenir. Car, de cet enfant malheureux et mal-aimé qui n'était pas destiné à régner, elle fit le roi qui empêcha l'annexion de la France par l'Angleterre et l'usurpation de la couronne des lys par les Lancastre.

Cela, elle y parvint seule, restée prématurément veuve, en conciliant avec une suprême habileté ses devoirs envers la couronne de France et ses obligations de protectrice de l'hoir de ses propres enfants. Cette intelligence politique, ce sens aigu de la diplomatie, qui lui firent comprendre que la victoire contre l'Anglais passait au préalable par la réconciliation nationale et l'oubli des errances des uns et des autres, Gérard de Senneville les met parfaitement en évidence.

Dans ce travail souterrain qu'elle mena avec toute la discrétion nécessaire pendant près de trente ans, et qui détacha, à la longue, les Bourguignons de l'alliance anglaise, Yolande révéla des qualités exceptionnelles. Louis XI, son petit-fils, et son arrière-petite-fille, Anne de Beaujeu tiendront grandement d'elle.

Reste que ces qualités impliquaient une lucidité froide et calculatrice où le sentiment avait peu sa part. Pour Senneville, Jeanne

Jeanne et n'en usa-t-elle point, sans état d'âme ? L'hypothèse, navrante, est plausible. Paradoxalement, en lui ôtant toute sensibilité, elle confère à la douce princesse angevine une dimension supplémentaire : celle du plus grand homme d'État de son temps.

Yolande d'Aragon voulait sauver la France par les moyens humains dont elle disposait et qu'elle contrôlait. Jeanne espérait tout de la bienveillance divine. Attitudes antinomiques qui, si elles se rencontrèrent un temps, au moment de la délivrance d'Orléans et du sacre, quand il fallait impérativement rendre aux Français des raisons de croire en l'avenir du pays, ne pouvaient longtemps s'accorder. Yolande faisait de la politique ; Jeanne était une sainte... Cette dimension demeurerait, pour Anne Daix, auteur d'un Jeanne d'Arc, le choix de Dieu, essentielle, et elle avait raison. Son livre n'a pas vocation à contrebalancer les travaux de Quicherat ou de Régine Pernoud, mais il constitue, dans sa fraîcheur, l'élégance de son style, la finesse de ses raisonnements, l'une des plus jolies évocations de la Bonne Lorraine. Sans mièvrerie ni fadeur, M^{me} Daix mettait Jeanne en scène avec une immense compréhension des aspirations et des angoisses de cette enfant de dix-sept ans confrontée au plus haut et au plus tragique destin. Histoire connue, usée jamais. Preuve éternelle qu'il ne faut en aucun cas désespérer de l'avenir de la France.

ANNE BERNET

* Gérard de Senneville : Yolande d'Aragon. Perrin, 380 p., 22,50 euros.
* Anne Daix : Jeanne d'Arc, le choix de Dieu. Guibert, 195 p., 19 euros.

JOANN FLETCHER

Le Roi-Soleil de l'Égypte

Acropole - 176 p. - 19 euros

L'égyptologie, sous sa forme grand public, a ses adeptes, et ses vulgarisateurs, souvent amateurs d'ésotérisme, ce qui incline à la prudence. La biographie d'Aménophis III, Le Roi-Soleil de l'Égypte, de la Britannique Joann Fletcher, échappe à ces défauts, parce que l'auteur est une authentique spécialiste de la question, et une passionnée du personnage. De ce souverain qui porta la double couronne quinze siècles avant notre ère, nous savons beaucoup de choses et d'abord que son règne de trente-sept années fut l'un des plus brillants et des plus prospères qu'ait connus son pays. Grand politique, grand guerrier, grand diplomate, il fut un bâtisseur infatigable. Tout cela est raconté à travers les documents et la correspondance officielle du pharaon, illustré d'œuvres d'art parmi les plus belles que nous aient laissées cette civilisation. C'est admirable.

LAURA JOH ROWLAND

Le Tatouage de la concubine

Le Rocher. 420 p. - 19,90 euros

En cette fin du XVII^e siècle, le Japon est, depuis plusieurs générations, sous la coupe de la puissante famille Tokugawa qui a réduit la dynastie impériale au rôle de figurante. Mais le Shogun Tokugawa Tsunayoshi est un homme faible sous la coupe de sa mère ; surtout, il n'a pas d'enfant. Aussi, lorsque l'une de ses concubines, la ravissante Harume, pour laquelle il paraissait avoir une certaine tendresse, meurt brusquement, empoisonnée par l'encre du tatouage qu'elle venait de se faire, et lorsque l'on découvre qu'elle était enceinte, c'est l'affolement dans le Grand Intérieur. A-t-on voulu ébranler le pouvoir en s'en prenant à l'héritier du Shogun ? La jeune femme a-t-elle été victime des jalousies inexpiables du gynécée ? À moins que l'enfant n'ait pas été du sang des Tokugawa et que Dame Harume ait entretenu à l'extérieur une liaison interdite...

Dans tous les cas, Sano Ichirô, le grand enquêteur particulier du Shogun, aura fort à faire pour démêler les fils inextricables d'un crime qui touche de trop près aux sphères dirigeantes et risque d'impliquer les plus hauts personnages de l'État. Pris entre son sens du devoir, la conscience des dangers qu'il coure en s'aventurant sur des pistes interdites, et les difficultés que lui cause sa toute jeune femme, peu décidée à se cantonner dans le rôle effacé de l'épouse nippone idéale, Sano joue gros.

Roman historique et policier remarquablement mené, cette enquête constitue une façon plaisante d'approcher la civilisation et l'histoire japonaises grâce à une reconstitution scrupuleuse et bien conduite.

A.B.

CORNÉLIUS CASTORIADIS

La montée de l'insignifiance

Seuil - 1996

Nous invitons nos lecteurs à considérer d'un œil neuf celui qui continue à être considéré dans nos



Cornélius Castoriadis

milieux comme la caricature même de l'intellectuel soixante-huitard élevé dans le freudisme et le marxisme. L'auteur de L'Institution imaginaire de la société fut effectivement un authentique révolutionnaire et un troskiste.

Toutefois, dès le début des années 1950, il radicalise la critique

antibureaucratique qu'il avait initiée contre le régime soviétique pour finalement rompre avec le marxisme. Fin connaisseur de la pensée classique, philosophe politique profond, il se fait critique radical de la société libérale comme de la prétendue démocratie moderne, qu'il vient à considérer comme une oligarchie aux ordres des lobbies et d'intérêts factieux.

Sa grande rigueur intellectuelle et son éthique l'éloignèrent de ses anciens amis comme des feux de la rampe. Il nous reste, depuis sa disparition, une réflexion exemplaire sur les limites des philosophies modernes et sur la place de l'imaginaire dans la constitution du monde humain.

PIERRE CARVIN

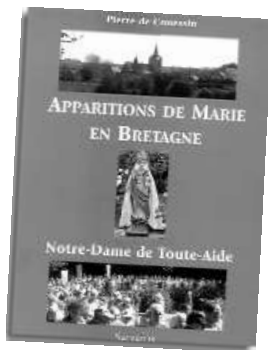
PIERRE DE COUËSSIN

Apparitions de Marie en Bretagne

Salvator - 130 p. - 15 euros

Le 15 août 1652, au village de Querrien, non loin de Loudéac, la Vierge Marie apparaît à une petite bergère sourde-muette, Jeanne Courtel, aussitôt guérie de son in-

firmité. Elle lui dit de demander aux prêtres la construction d'une chapelle afin d'abriter une statue cachée dans une fontaine. Ignorées hors du diocèse de Saint-



Brieuc, les apparitions de Notre-Dame de toute aide ont un goût d'authenticité rare et méritent d'être mieux connues.

RENÉ HUMETZ

Enquête sur les parfums de Notre-Dame du Laus

Éditions du Jubilé - 225 p. - 17 euros

En mai 1664, une bergère du Laus, près de Gap, Benoîte Ren-

curel, voit la Vierge lui apparaître. Ces visions dureront jusqu'à la mort de la privilégiée, cinquante ans plus tard. Très contestées à l'époque par les milieux jansénistes, les apparitions de Notre-Dame de Bon Rencontre ont été, le 4 mai, officiellement reconnues par l'évêque du lieu, Mgr di Falco. Cette étude, si elle rappelle les grandes lignes de l'affaire, sans s'arrêter à certains aspects déroutants, insiste surtout sur un phénomène persistant jusqu'à nos jours et bien attesté, l'olfaction par certains pèlerins, souvent incroyables, de parfums merveilleux aux abords du sanctuaire.

A.B.



SUR LA TOILE

PROPAGANDE CHINOISE

Internet et le téléphone mobile auraient été « **les canaux majeurs de la diffusion de la propagande** » du gouvernement chinois, désireux d'exploiter les attaques politiques du monde occidental auprès d'un peuple nourri de nationalisme. L'Atelier (www.atelier.fr) l'accusait le 6 mai d'avoir orchestré une opération de marketing viral. La promotion du site Anti-CNN, dont l'origine demeure obscure, aurait été massivement assurée par les jeunes Chinois, qui ont diffusé son adresse chaque fois qu'ils utilisaient leur logiciel de messagerie instantanée. Toutefois, poursuit L'Atelier, les autorités seraient quelque peu débordées par les activistes opérant sur la toile, peut enclins à relayer leurs appels au calme.

LIBRAIRIES EN LIGNE

Fragilisé par la concurrence des librairies en ligne, le Syndicat de la librairie française avait investi le terrain judiciaire. La cour d'appel de Paris avait confirmé l'interdiction pour le site Alapage d'offrir à ses clients la gratuité des frais de port sur les livres. Un jugement cassé le 7 mai, au motif que cette pratique commerciale ne constituerait pas une prime. « **Cet arrêt de principe vient ainsi donner une nouvelle interprétation de la loi Lang qui tendait à assurer la diversité des réseaux de distribution et à protéger les libraires face à la grande distribution** », commente La Tribune.fr.

UN NOUVEAU REGARD SUR L'OCCUPATION

Le 22 avril, France 2 a diffusé en première partie de soirée un "docu-fiction" retraçant le parcours de Mitterrand à Vichy. Réalisé par Serge Moati, ce film a été coécrit par Christophe Barbier, directeur de la rédaction de L'Express, dont nous avons déjà observé l'inclination à rompre avec une vision manichéenne du passé, biaisée par la repentance obsessionnelle... Marianne 2 a d'ailleurs raillé l'auto-promotion à laquelle il se serait livré dans ses propres colonnes, à l'occasion d'un dossier consacré aux « **derniers secrets de l'Occupation** » (16 avril 2008).

Son scénario s'inspire du livre de Pierre Péan, qui avait fait l'effet d'une "bombe" lors de sa parution en 1994. Pourtant, remarque l'historien Henri Rouso, interrogé par Le Monde (22 avril), « **il n'y avait pas de secret dans cette affaire** ». « L'émoi est dû au fait que François Mitterrand était alors président de la République, et un homme de gauche. Dans l'opinion, les clichés ont la vie dure : si vous êtes de gauche, vous êtes forcément du côté de la Résistance, ce qui est une aberration. » Patrick Besson rappelle dans Le Figaro (5 mai 2008) qu'« **il n'y eut pas une voix pour s'élever gentiment à l'époque en faveur d'un homme qui avait réussi à installer la gauche au palais de l'Élysée pendant quatorze ans, exploit qui n'est pas près d'être renouvelé. Ses plus fidèles amis, je veux dire les**

LE TROISIÈME ŒIL



pique-assiettes du régime, lui tournèrent un dos bourrelé de graisse et de mécontentement. Gavés mais choqués. Quelques-uns d'entre eux commencèrent à lorgner vers Jacques Chirac, qui promettait de réduire la fracture sociale... »

La fin du manichéisme ?

Aujourd'hui, « **le temps est venu d'un regard plus distancié** » affirme Hugues Nancy, le documentaliste de Serge Moati, cité par 20 Minutes (22 avril). En tout cas, on s'étonne de la relative bienveillance avec laquelle la presse a commenté ce film, dont la thèse aurait vraisemblablement provoqué un scandale encore tout récemment. Isabelle Nataf semble acquiescer aux propos du réali-

sateur dans les colonnes du Figaro le 22 avril : « **On a oublié qu'il existait des Français maréchalistes et antiallemands** », souligne Serge Moati. Des "vichysto-résistants", selon le terme inventé par l'historien Jean-Pierre Azéma. » Le même jour, Le Point s'entretenait avec Hugues Nancy : « **Pendant des années, la notion de "vichysto-résistant" a été enterrée par l'histoire officielle. Il n'y avait que deux résistances reconnues : celle des gaullistes et celle des communistes. Tout ce qui ne cadrerait pas avec cette vision schématique a été effacé de la mémoire collective. Or les travaux des historiens témoignent d'une réalité beaucoup plus nuancée.** » Le 24 avril, Libération s'est insurgé contre « **ceux qui jugent aujourd'hui**

péremptoirement, à partir de ce qu'ils savent un demi-siècle plus tard des acteurs, des trajectoires et des circonstances, et non de ce que l'on savait alors » ; ils « **peuvent décider aisément du bien et du mal : plus facile devant son poste de télévision en 2008 que devant les uniformes allemands à l'époque** ». Alain Duhamel se risque même à relativiser l'"inexcusable" : « **Mitterrand [...] ne voulait pas voir le statut des juifs. Ce qui paraît aujourd'hui inconcevable était à l'époque une cécité fort répandue qui, chez lui, ne cachait au moins aucun antisémitisme.** »

Certes, Danielle Mitterrand a protesté, réclamant un droit de réponse... Mais elle semble très isolée, signale Téléràma (22 avril), « **puisque Hubert Védrine, le président de l'institut François Mitterrand, sorte de gardien de la mémoire, ne partage pas sa colère** ». « **Le film de Serge Moati n'est pas un chef d'œuvre, loin s'en faut** » (Pétain serait ridicule, De Gaulle peu crédible...), « **mais la requête de Danielle Mitterrand a-t-elle un sens ? Moati le mitterrandien, qui filma en 1981 la cérémonie officielle d'investiture au Panthéon, ne déboulonne pas la statue du commandeur...** » Selon le réalisateur, cité par Le Figaro, « **revenir sur le parcours de Mitterrand est une manière de mieux comprendre notre histoire** ». C'est aussi, semble-t-il, une façon d'apaiser le regard porté sur elle. Tant mieux.

G.D.

L'AF à la pointe du combat politique

L'Action française telle qu'elle fut conçue par Charles Maurras et ses compagnons a toujours visé à tirer des leçons du passé pour servir les combats du présent et préparer l'avenir. Au début du siècle, l'intelligence des fondateurs de notre école de pensée fut de dégager le royalisme de sa gangue passiste, sentimentale et religieuse, tout droit issue de l'exil de l'intérieur dans lequel beaucoup de serviteur du pouvoir légitime s'engluèrent après les échecs successifs de restauration.

L'anniversaire de mai 1968 ou la fête de Jeanne d'Arc n'ont d'intérêt qu'en ce qu'ils permettent de dégager des leçons politiques.

Ceux pour qui seule compte la remémoration des défaites et des renoncements n'ont pas leur place à l'Action française. Notre royalisme ne saurait s'accommoder d'un trait tiré sur la possibilité d'une renaissance française et sur la bouonnements qui servent trop souvent de discours à des "nationaux" pour qui la France est morte ou figée. Les sociétés historiques et les associations d'anciens combattants devraient malheureusement leur suffire. « **Vivre c'est réagir** » disait Maurras, et réagir c'est proposer, discuter, avancer.

En organisant une table ronde sur le quarantième anniversaire des événements de mai où l'Ac-



tion française fut une des seules organisations à voir clair sur la réalité de la situation (usure du pouvoir bourgeois, PCF dépassé par les événements, nécessité d'une éclosion des libertés face au centralisme de l'État...) nous visions à tirer un bilan de la récupération marchande de cet élan de la jeunesse par le système libéral qui a conduit au saccage de l'enseignement classique, de la loi naturelle et des libertés fondamen-

tales. Il fallait pour cela réunir un acteur du "mai royaliste" – en l'occurrence notre ami Gérard Leclerc – et un ancien responsable trotskiste revenu des illusions marxistes – le romancier et journaliste Patrick Gofman. Pour l'Action française, c'est Pierre Carvin qui donnait le ton en montrant que seul le régime qui a fait la France était capable de concilier l'indépendance de la patrie (« **la première des libertés** » pour Charles

Maurras) et l'autonomie des corps intermédiaires (familles, syndicats, communes, régions).

Une semaine après la session d'étude consacré au même Mai 1968 par le Cécile Jacques Bainville des étudiants en droit de Paris, cet après midi du samedi 10 mai permit donc aux participants d'affiner leur réflexion sur le sujet.

Le lendemain, dimanche 11 mai, le cortège traditionnel d'hommage à Jeanne d'Arc fut l'oc-

casion, malgré le pont et les pèlerinages de Pentecôte, pour deux cents Parisiens auxquels s'étaient joints quelques provinciaux, de rendre hommage à l'incarnation historique du patriotisme française : Jeanne d'Arc. Elle est le symbole éminemment politique de la défense de l'indépendance nationale face aux ingérences étrangères (aujourd'hui l'atlantisme) et aux renoncements (l'abandon de notre souveraineté nationale). Thibaud Pierre et Sébastien de Kererro, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint du mouvement, haranguèrent les militants et sympathisants présents, aux côtés notamment de Michel Fromentoux, rédacteur en chef de L'AF 2000, et de Bernard Bonnaves, ancien secrétaire général du mouvement royaliste d'Action française.

Les anciens camelots du Roi présents, menés par Olivier Perceval, une délégation de la "génération Maurras" et nombre d'étudiants d'AF devaient ensuite entourer le directeur de notre journal Philippe Champion pour un repas amical mêlant les générations dans la même ferveur royaliste. Les années passent, le message politique et la faculté d'attrait de l'Action française pour la jeunesse perdurent.

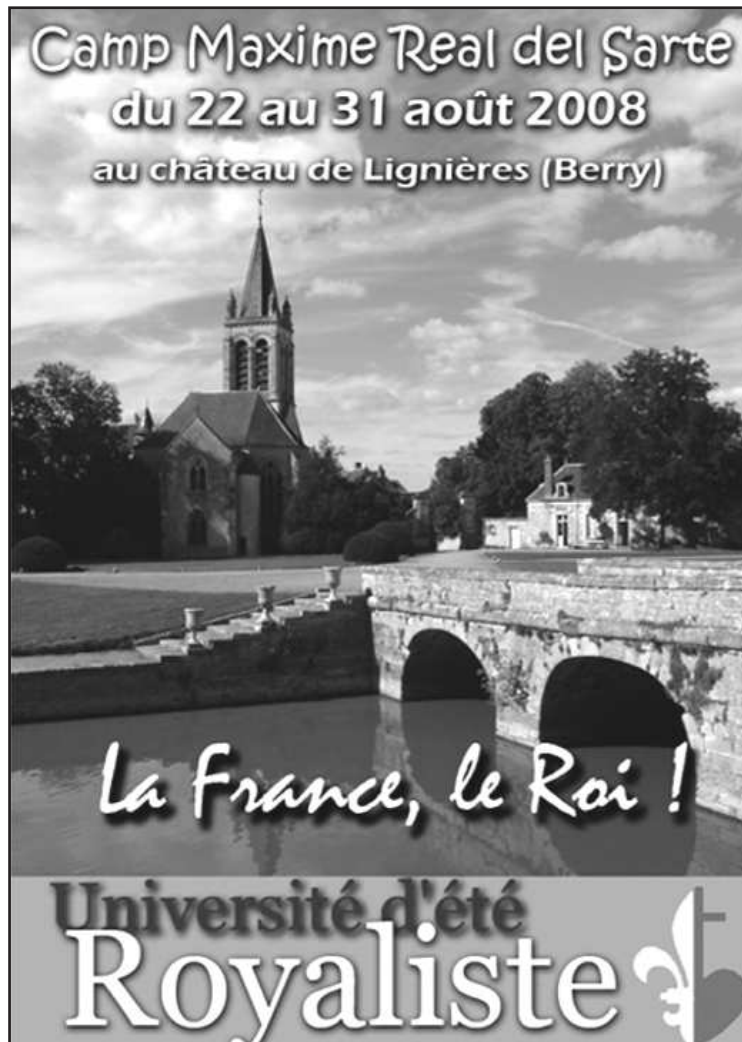
AF



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



Camp Maxime Real del Sarte 2008



S'INSTRUIRE POUR VAINCRE

■ Les nouvelles contraintes politiques nécessitent plus que jamais une formation irréprochable. Depuis cinquante ans, le CMRDS se donne pour objectif de former la jeunesse royaliste et les cadres politiques de demain. Loin de la médiocrité ou de l'insuffisance des innombrables universités d'été, le CMRDS dispense une formation polyvalente, directement applicable au sein d'une structure politique éprouvée.

□ **Formation politique** – Conférences, cercles d'étude, ateliers, tra-

vaux encadrés ; par niveau de connaissances, un enseignement adapté et complet : politique, philosophie, actualité...

□ **Formation militante** – Toutes les techniques militantes avec mise en pratique quotidienne, sur le terrain ; du sport, selon les dispositions de chacun.

□ **Formation technique** – Selon les responsabilités et le degré d'implication de chacun : organisation, structure, communication et école de cadres.

Nous savons bien qu'un jour nous rétablirons la monarchie en France face à l'anarchie et à la démocratie. La question n'est pas de savoir quand nous la rétablirons, mais comment, pourquoi et sous quelle forme. C'est ce que le Camp Maxime Réal del Sarte propose à ses participants d'étudier ; il s'agit d'une tâche ardue, largement facilitée par la bonne ambiance qui règne dans cette uni-

versité d'été. Le CMRDS est donc une semaine de formation dans la cadre prestigieux du château de Lignières où nous sommes aimablement accueillis par le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, mais également un moment d'amitié, où la jeunesse française animée d'une même conviction peut se retrouver, échanger, et tisser des liens durables.

THIBAUD PIERRE

PROGRAMME DES ÉTUDES

■ Le CMRDS étant avant tout une université d'été de formation politique, il s'articule bien sûr autour d'un programme d'études prolongeant le travail de l'année en cercles d'étude. Cette année, les conférences, interventions et cercles recouperont les thèmes suivants : la découverte et l'approfondissement de la pensée politique royaliste ; les aspects et perspectives de la pensée sociale

contre-révolutionnaire ; la compréhension des problèmes géopolitiques, mondiaux et européens ; l'évocation historique des combats royalistes ; ainsi que la situation de l'université française.

Les enseignements seront dispensés comme d'habitude par des universitaires, des professeurs de l'enseignement secondaire, des élus et des cadres du mouvement.

INFORMATIONS PRATIQUES

□ Le camp se déroule au château de Lignières (18160 Lignières) du vendredi 22 août (12 heures) au dimanche 31 août (soir) ; arrivées à partir du 21 août.

□ Prix : 150 euros jusqu'au 30 juin ; 170 euros après. Dix jours, nourriture et hébergement compris. Pour les intermittents du camp, le tarif est de 20 euros par jour.

□ Tarif spécial pour les groupes, à partir de trois inscriptions : 130 euros par personne au lieu de 150 euros.

□ Samedi 30 août, journée portes ouvertes. Conférences, animations et veillée. Ouvert à tous.

□ Chaque participant recevra une notice d'informations complémentaires courant juillet.

□ Le CMRDS est ouvert à tous les jeunes entre 15 et 35 ans, désireux de se former à la politique nationaliste et royaliste.

□ Les mineurs doivent impérativement se munir d'une autorisation parentale datée et signée

OBJECTIFS DU CMRDS

1) Dispenser une formation d'Action française et royaliste. D'Action française en ce qu'elle veut contribuer à l'instauration d'une monarchie traditionnelle, héréditaire, antiparlementaire et décentralisée en France. Royaliste en ce qu'elle entend promouvoir une société conforme aux principes du catholicisme social et défendre l'héritage culturel capétien.

2) Être un lieu de rencontre et de débats entre les acteurs du royalisme contemporain, par l'enseignement ou par la confrontation d'expériences.

3) Former les futurs cadres du royalisme mais aussi de la société française de demain : élus lycéens et étudiants, syndicalistes, élus locaux... En cela, le CMRDS vise à être une véritable école de l'engagement politique et civique.

Le CMRDS est une association loi 1901. C'est aujourd'hui un des dispositifs indispensables à la formation des cadres royalistes de demain. Pour permettre à chacun d'y participer, les frais d'inscription sont les plus modérés possible : l'argent ne doit pas être un obstacle à la venue d'un militant.

Les dons à l'association sont donc les bienvenus (chèques à l'ordre du CMRDS) et servent en priorité à financer les séjours des étudiants les moins fortunés. Le parrainage est également possible (un industriel laitier et un restaurateur nous ont particulièrement aidés l'an dernier...).



Association déclarée
10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
www.actionfrancaise.net
www.afe-blog.com
contact@actionfrancaise.net
01 40 13 14 10

Dans la ligne du mouvement fondé par Pierre Juhel

Secrétaire général : Thibaud Pierre
Adjoint : Sébastien de Kererro

Chargés de mission

Formation : Pierre Carvin

Secrétariat général des étudiants :

Alexandre Apreval - Jean-Baptiste de Laviath
Henri de Vaux - Romain Vindex

Administration : M^{lle} de Benque d'Agut

Cotisation annuelle

Membres actifs : 32 €

Étudiants, lycéens, chômeurs : 16 €

Bienfaiteurs : 150 €

RASSEMBLEMENT ROYALISTE DU 6 JUILLET 2008

A l'occasion des 100 ans de L'Action Française, les royalistes de Bourgogne et des provinces limitrophes se réuniront à Saint-Jean de Vaux (à 10 minutes de Chalon-sur Saône).

Il est recommandé aux responsables régionaux de prendre dès maintenant contact pour l'organisation de leur stand au 06 62 48 12 31.

Un site essentiel
www.maurras.net



Les militants de l'Action française étudiante posent trois banderoles sur un pont du périphérique parisien, "Europe = vie chère", "Contre l'Europe de Bruxelles" et "Rejoins l'Action française" qui sont restés accrochés et visibles par tous les automobilistes durant tout le week-end de la Pentecôte.

À l'évidence, le tintamare médiatique qui marque le dixième anniversaire des monomes de mai 1968 est moins une commémoration qu'une auto-célébration d'une génération dont les rejets les plus ambitieux ont eu le génie d'occuper alors l'ORTF et qui, depuis lors, ne l'ont plus lâché : voici quarante années qu'ils soufflent dans tous les tuyaux du service prétendument public de l'audiovisuel leurs chansons haineuses contre ce qu'ils appellent le "vieux monde", c'est-à-dire la France, entrecoupés d'hymnes réguliers à leur propre gloire. Célébrer donc, petits marquis, avant que l'histoire ne vous engloutisse !

Dans ce délire de la bien-pensance qui proclame à grands renfort de tambours et trompettes son complet contrôle des élites, ce pays légal qui est d'abord un pays illégitime, il n'est guère question des événements qui pourraient d'avenir contrarier son empire : on ne rappelle pas que la plus grande manifestation de ce mois de mai rassembla sur les Champs-Élysées un million de Français brandissant des drapeaux tricolores, pas plus que l'on ne s'attarde sur les millions d'électeurs qui, quelques semaines plus tard, manifesteront dans les urnes leur dégoût d'une chienlit où ils sentaient sans doute qu'allaient seuls prospérer les « **profiteurs d'abandon et les débrouillards de la décadence** », selon une formule du général De Gaulle qui ne fut que trop prophétique : il était significatif que l'année 68 se soit ouverte sur un pe-

tit événement littéraire, la parution du dernier roman de Marguerite Duras : *Détruire*, dit-elle. Ce fut le mot d'ordre : il fut obéi à la lettre. Quarante ans plus tard, nous voici devant leurs flamboyants décombres...

Légitimité contre légalité

Ce que les enragés de la destruction ne célébreront pas davantage, bien entendu, c'est un autre mois de mai qui, pourtant, s'inscrit déjà dans l'histoire de la France, ce mois de mai 2005 de bout en bout marqué par la progression du non populaire à une constitution supranationale qui allait priver la France de ses derniers instruments de souveraineté, la réduire à quelques communautés ou *Länder* d'une Europe dominée par l'Allemagne et encadrée par l'OTAN, supprimer l'État, la nation et la civilisation de la France, et son peuple même : une fois encore le peuple français sut retrouver le **non** de toutes les résistances dont nous devons perpétuer le souvenir. Bien qu'il soit aujourd'hui nié par les oligarchies et leur petit gouverneur actuellement "au pouvoir"(ou ce qui passe pour tel), et que la Constitution Giscard soit devenue légale par le tour de passe-passe de Lisbonne suivie d'une « **voie parlementaire** » *ipso*

Un salubre coup d'État

facto devenue illégitime, nous devons graver dans les mémoires le souvenir du 29 mai 2005 : à nous d'en faire la nouvelle fête nationale, qui a certes autant de sens que celle que l'on célèbre dans les

saire des libertés de la France – la légitimité, toujours, contre une légalité moribonde.

Ce que les enragés et leurs rejets ne célébreront pas davantage, c'est cet autre mois de mai,



flonflons de juillet : le 29 mai prochain sera fête nationale parce qu'il sera fête de la souveraineté, premier bien du bien public ; nous devons être nombreux à le célébrer ce soir là, à 18 h 30, place Saint-Germain-des Près (*cf ci-contre*) en mémoire de tous les non qui, de Jeanne jusqu'à Charles, surent réaffirmer contre la force brute de l'envahisseur la pérennité néces-

celui de 1958 qui vit le retour au pouvoir du général De Gaulle, que saluèrent sans ambages les pages de *L'Action Française*, journal qui, bien qu'il eût certes des choses à redire, et qui les redira, prouva à cette occasion qu'il savait échapper au sectarisme ; peu après, d'ailleurs, bien qu'il fût royaliste et justement parce qu'il était royal et savait discerner les exigences de

la *res publica* selon Jean Bodin, souveraine et maîtresse d'elle-même contre les abandons des petits républicains en peau de lapin, notre journal allait faire voter **oui** à la Constitution du 4 octobre instituant une V^e République – d'ailleurs morte depuis longtemps dans d'affreux soubressauts, tant il est vrai que, en France, les républiques finissent toujours fort mal. Mai 58, un coup d'État ? Oui, sans doute – exactement ce que l'on appelait jadis un "coup de majesté", quand l'action énergique de quelques uns sut substituer au désordre apparent l'ordre profond de la Nation.

Et certes, les comités de salut public de ce mois de mai-là, ils ne les célébreront pas, devinant sans doute que, pour eux, le péril, loin de venir des élections qu'il contrôlent de bout en bout désormais, ne peut venir que de la rue : d'un coup d'État, ou d'une révolution, redevenus l'un et l'autre aussi nécessaires qu'ils l'étaient alors, et aussi salubres.

CHARLES MOUSSAY

29 MAI 2008
Manifestation
pour la souveraineté
de la France
co-organisée
par *L'Action française*
18 h 30
place
Saint-Germain-des -Près

CETTE ANNÉE-LÀ : 1468

Cette année-là, la septième de son règne, Louis XI, quarante-cinq ans, se rendit à Péronne, à l'invitation de son grand rival Charles dit le Téméraire, trente-cinq ans, lequel avait hérité l'année précédente du puissant duché de Bourgogne. Le rendez-vous était fort risqué.

Dauphin très turbulent, Louis XI avait succédé à son père Charles VII, l'ancien "petit roi de Bourges" qui, sacré par sainte Jeanne d'Arc, avait entrepris de

redresser la France épuisée par cent ans de guerre. Pour continuer cet effort vital, Louis XI ne pouvait tolérer aucune agitation féodale dans son royaume, surtout pas celle du rejeton de cette maison de Bourgogne issue de Philippe le Beau, frère de Charles V, et dont les chefs de génération en génération, ayant ajouté à leur héritage la Flandre

La subtilité capétienne

et plusieurs terres d'Empire, avaient oublié qu'ils étaient princes français : ils rêvaient de reconstituer, en amputant la France, un grand royaume "lotharingien", sorte de plate-forme économique européenne. Pour assouvir ces ambitions, ils n'avaient pas hésité à s'allier au roi d'Angleterre, et Philippe le Bon, père du duc Charles, avait été l'un des artisans du minable traité de Troyes (1421).

C'est dire combien entre Louis et Charles, l'arriéré de trahisons et de crimes pesait lourd. Dès le début de son règne, Louis XI avait vu se dresser contre lui une "Ligue du Bien public", vaste conjuration formée des grands vassaux de la Couronne dont le propre frère du roi, et, bien sûr, le jeune Téméraire qui n'était encore que comte de Charolais, furieux du rachat consenti par son père au roi de France de quelques villes des bords de Somme. Il y avait eu grand péril dans le royaume dont le sort, en 1465, s'était joué à quelques lieues de Paris, à Montlhéry, dans une bataille indécise, à la suite de laquelle le roi avait dû, par les traités de Conflans et de Saint-Maur, flatter ses vassaux par des cadeaux et des engagements qu'il n'avait nulle intention de tenir... On savait dès lors qu'il ne reculerait devant aucun scru-

pule, dès lors que serait en cause l'unité nationale.

C'était toutefois un roi de France vêtu d'étoffes grossières quelque peu étriquées, qui, en ce jour d'automne 1468, rendait visite à son cousin devenu duc de Bourgogne lequel, dans ses vêtements somptueux, se voyait déjà grand-duc d'Occident. L'entretien à peine commencé, Charles apprit que Liège se soulevait contre son autorité. Devinant que Louis soutenait les Liégeois, il fit aussitôt de son hôte son prisonnier. Pire, il obligea le roi à venir le regarder châtier sans ménagements cette population insoumise.

On ne pouvait imaginer pour Louis XI une pire situation. Il réussit toutefois à la retourner à son avantage ! Une fois de plus le rusé accepta de signer tout ce que demandait Charles, et même de donner la Champagne à son frère cadet, lui aussi prénommé Charles, et très peu sûr. Point dupe, le duc de Bourgogne sentit quand même qu'il ne pouvait aller plus loin : il relâcha Louis, reculant, dit Bainville, devant « **la force morale que représentait le roi, le devoir qui liait le vassal, même le grand vassal, au suprême suzerain** ».

Le Téméraire, dans cette affaire, avait grandement écorné son panache. Le fin Louis XI, pouvant

compter sur l'armée permanente que lui avait laissée Charles VII, sut qu'il ne devait plus affronter directement cette tête brûlée, mais le laisser s'engager dans ses entreprises de plus en plus démesurées. Un jour de 1472, ne se contenant plus, Charles voulut envahir la Picardie, mais il fut rudement malmené par les femmes de Beauvais, Jeanne Laisné, dit Jeanne Hachette en tête. De son côté, Louis XI sut déjouer à Picquigny (1475) une tentative d'alliance entre le roi d'Angleterre et le Bourguignon (sinistre réminiscence...). À la suite de quoi, ce dernier, toujours plus avide au point de laisser même l'empereur, connu d'irréremédiables défaites dans les cantons suisses vers lesquels Louis XI l'avait habilement orienté, puis, pressé de marquer un grand coup d'éclat dans Nancy dont il rêvait pour capitale, il y rencontra en janvier 1477 une mort misérable, vaincu par les Lorrains qu'armait Louis XI !

Vraiment l'apparente humiliation de Péronne trouvait là, neuf ans plus tard, sa digne conclusion : le roi put récupérer aussitôt la Bourgogne, l'Artois, la Picardie. On touche ici assurément à un sommet de la subtilité et de la patience capétiennes : face au chêne trop sûr de lui, le roseau l'a emporté à force de plier.

MICHEL FROMENTOUX

C'EST ARRIVÉ IL Y A 100 ANS

Par Juliette Parisot

Nos idées toujours d'actualité !

L'Action Française - 15 mai 1908 - n° 56

LA POLITIQUE

UN MARTYR DE L'AUTORITÉ

Cet anarchiste dut se dire : « Il faut tuer le pape. » Mais le pape étant loin, c'est sur un prêtre que sa résolution se fixa. Oui, il tuerait un prêtre.

M. l'abbé Couasnon, vicaire de Marcillé-Robert, sortait de son église. L'anarchiste se précipita sur lui [...], et il lui enfonça, par deux fois, son tranchet dans

le dos [...]. Saisi au corps il déclare n'avoir d'autre grief contre sa victime que la haine de l'autorité cléricale et, de toutes les autorités.

Le sang innocent crie très haut que, chez nous du moins, l'ennemi de l'autorité politique et l'ennemi de l'autorité religieuse font corps.

CHARLES MAURRAS